

# DÉFENSE DE OCCIDENT

UNIVERSITY  
OF MICHIGAN  
MAR 10 1957  
MEDICAL  
REFERENCE ROOM

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Maurice BARDECHE

**Le Ministère des Charlatans**

●  
Général FRANCO

**Pour un O. T. A. N. économique**

●  
Une déclaration de MAC CARTHY :  
**L'Amérique se débarrassera-t-elle  
de l'esprit Rooseveltien ?**

●  
Pierre HOFSTETTER

**Bevan est-il un agent soviétique ?**

UNIVERSITY OF MICHIGAN GENERAL LIBRARY SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2

6

AOUT-SEPTEMBRE 1954

Prix : 100 fr.

# SOMMAIRE

---

## LES IDEES ET LES FAITS

- Maurice BARDECHE : Le Ministère des Charlatans.
- Interview du Général FRANCO : Pour un O.T.A.N. économique.
- Jacques FOILLOT : La « Libération du Guatemala ».
- Pierre HOFSTETTER : Aneurin Bevan est-il un agent soviétique ?
- Austin J. AFP : Le viol des femmes dans l'Europe conquise.
- ACTUM : L'apprenti sorcier britannique, facteur de trouble mondial.

## NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

- Arrestation et libération de Maurice Bardèche.
- Une réunion de la Commission d'Etudes du M.S.E.
- Echos
  - Quelques chiffres sur les armements soviétiques. — Mac Carthy et ses ennemis. — Trois dangers menacent l'Afrique.
  - L'ennemi, c'est l'Allemand. — Mendès II succèdera-t-il à Mendès Ier ? — Blum, Mandel, Mendès « France ». — A propos du « 20 Juillet ».

## ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

- Jacques MAYENNE : L'Amérique se débarrassera-t-elle de l'esprit rooseveltien ?
- Robert KESSLER : La stratégie américaine devant l'épreuve de force.
- Pierre FONTAINE : Agonie de la Paysannerie Française.

## Les idées et les faits

# Le Ministère des charlatans

Le désastreux traité de Genève, salué par toute la presse avec un honteux soulagement, n'est pas une conclusion, comme on le croit trop souvent, mais un commencement. C'est, en réalité, la liquidation de la puissance française qui commence, mais une liquidation camouflée, une liquidation insensible dont les conséquences mortelles ne se feront sentir que peu à peu.

Le gouvernement Mendès n'est pas responsable, bien entendu, de l'état dans lequel il a trouvé nos affaires en Indochine, c'est tout le régime qui en est responsable : mais il est responsable du mensonge avec lequel il couvre le désastre, de l'euphorie dont il déguise l'agonie. Il grime le mourant, il l'habille, il le farde, il le pique à la morphine, puis, il lui fait faire une petite promenade pour montrer qu'il a bonne mine et qu'il peut encore signer une assurance. Si malheureusement, ce camouflage est pour Mendès et son équipe toute une politique : c'est même leur politique. Ils n'en ont pas d'autre. Car, dans tous les domaines comme en Indochine, ils nous préparent l'insufflation, le ballon d'oxygène, la dernière promenade sur le mail, le mieux de la fin qui fait illusion et, après lequel, un beau jour, on appelle le curé et les sacrements, c'est-à-dire les prières publiques, l'union nationale, le miracle de la Marne, et un ministère Thorez-Auriol-Paul-Reynaud.

\* \*  
\*

L'analyse du traité de Genève est, malheureusement, fort simple. Nous perdons au comptant la moitié du Vietnam, celle qui contient toute la richesse industrielle, et à terme, la totalité de l'Indochine. La capitulation se fait en deux temps : c'est pourquoi, elle a trompé une partie du public, du moins celle qui était bien décidée à se laisser tromper. Dans le premier temps, nous ne perdons pas tout. En apparence, c'est un partage : un partage sévère, mais après lequel, il nous reste quelque chose. En fait, c'est l'abandon complet : Il suffit pour cela de faire jouer deux clauses du traité, deux clauses qui paraissent secondaires, mais qui sont capitales et sanctionnent notre défaite : la première, celle des élections qui livrera la totalité du Vietnam à un gouvernement de Front Populaire à participation communiste d'abord, puis à un gouvernement communiste camouflé en gouvernement d'union nationale, selon le processus bien connu ; la seconde, celle qui nous interdit tout envoi de renforts ou toute création de nouvelles bases, stipulation qui nous interdit toute tentative de défendre même ce qui nous reste, tandis que le Vietminh, grâce à une frontière commune avec la Chine, recevra par contrebande, tout ce qui lui sera nécessaire pour nous imposer une situation de force au moment choisi par lui.

Grâce à ce système, le Vietminh prépare tranquillement le coup de Prague en Indochine, et il le prépare avec notre accord. Nous feignons de croire à sa bonne foi. Nous fermons les yeux sur un avenir évident. Nous le préparons même avec complaisance. Puis, un jour, nous serons « surpris », « indignés », notre bonne foi sera « trahie », nous nous répandrons en « protestations énergiques » et, au prix d'une crise diplomatique de trois semaines, nous liquiderons sans douleur un empire que nous possédions depuis un siècle et que la Quatrième République a perdu en dix ans.

Ce qu'il y a peut-être de plus révélateur sur la politique française actuelle, c'est que cette opération est un secret de Polichinelle, connu depuis près de trois mois. C'est ce qu'on n'a pas voulu laisser dire à la tribune de la Chambre à Frédéric Dupont, dont l'intervention eût le privilège d'irriter si fort le Président du Conseil, parce qu'il touchait, en effet, au point sensible. Tous les petits messieurs des cabinets ministériels connaissaient depuis le mois de mai les grandes lignes de l'offre et la chronologie de l'opération. Ils en connaissaient aussi la raison, qu'on n'a pas dite. Le gouverne-

ment d'Ho-Chi-Minh, grâce au trafic des piastres et à quelques autres opérations, a dans ses caisses une jolie fortune en francs. Il est de son intérêt de le troquer paisiblement contre du matériel d'équipement : et cette honnête liquidation est aussi de l'intérêt de quelques courtiers français, progressistes ou neutralistes. On admettait généralement, en mai dernier, que l'écoulement de ces francs demanderait trois années, pendant lesquelles Ho-Chi-Minh ne voyait aucun inconvénient à demeurer dans les liens aimables de l'Union Française. Ensuite, le lacet. C'est tout le traité de Genève. Dans trois ans, nous serons définitivement expulsés, selon le calendrier fixé en haut lieu.

Un autre détail n'est pas moins significatif. Il y a un petit bout d'Indochine que nous garderons un peu plus longtemps que le reste et pour lequel il est même possible d'entrevoir que nous aurons à faire tuer à nouveau des garçons de notre pays : c'est le Cambodge et le Laos, qui constituent la couverture du Siam et de la Malaisie britannique. On voit par là que si nos négociateurs ont la main large lorsqu'il s'agit des possessions françaises, ils sont infiniment plus prudents, ils ont un coup d'œil beaucoup plus aigu lorsqu'il s'agit des étains de la City. On devait bien cette « petite commission » à M. Eden, sans doute.

\*  
\*\*

Malheureusement, tout cela constitue un schéma fort commode, et qui semble déjà en application en d'autres secteurs. Car, pourquoi s'arrêter en si bon chemin, puisque notre presse démocratique, bonne fille, voit là un succès diplomatique ?

Le même charlatanisme va donc fournir une solution aux problèmes de la Tunisie et du Maroc. Dans un premier temps, tout d'euphorie et de congratulations, on va accorder au Néo-Destour et à l'Istiqlal cette « autonomie interne » qu'ils nous demandent si gentiment depuis quelques mois à coups de fusil. Tout le monde pavoisera. On laissera des garnisons françaises. Les colons français auront des « garanties », tout comme en Indochine. Et tout comme en Indochine aussi, les nouveaux gouvernements feront de touchantes déclarations francophiles. Et la presse démocratique n'aura pas assez de remerciements et de félicitations pour l'habile M. Mendès.

Et après ? Eh bien, mon Dieu, après, ce sera comme en Indochine. Comme un nationaliste trouve toujours un plus nationaliste que lui, on verra apparaître sur les murs l'ins-

cription : « Français go home ». Et peu à peu, on reverra quelques attentats contre nos « forces d'occupation », puis contre les « collaborateurs » qui toléreront la présence des Français. Enfin, comme le statut « d'autonomie interne » met la police et la douane sous le contrôle du gouvernement autochtone, des stocks d'armes seront débarqués clandestinement en Tunisie et au Maroc, et le jour où ils seront suffisants, un joli soulèvement national jettera à la mer les troupes françaises dont la présence aura été reconnue par le traité et les ressortissants français dont la situation aura été si soigneusement garantie, et nous verrons s'installer en Afrique du Nord, sur les arrières même de l'Europe des « influences » qui rendront impossible toute défense militaire du continent européen.

Entendons-nous ici. Nous sommes partisans de donner aux populations musulmanes une large autonomie administrative. Mais nous ne faisons pas confiance à M. Mendès et à son équipe pour cela. Il est naturel que les Musulmans régient eux-mêmes les affaires internes de leur pays. Mais la sécurité des arrières stratégiques européens doit être assurée d'une manière absolue. Seuls, des gouvernements nationaux anticommunistes, ayant conscience de la priorité de la lutte anticommuniste, peuvent apprécier les conditions de sécurité indispensables dans cette lutte. Seuls, ils peuvent nous assurer que la liberté et la paix que nous souhaitons pour les Musulmans ne seront pas réalisées aux dépens du dispositif stratégique européen anticommuniste en Méditerranée. Seuls aussi, des gouvernements nationaux populaires peuvent faire cesser l'exploitation des Nord-Africains par les trusts financiers, en grande partie juifs, qui se sont taillés des empires dans notre empire. Nous n'avons pas confiance en un cabinet Mendès pour tout cela. Sa politique s'appelle capitulation, aveuglement idéologique, charlatanisme à la petite semaine. Elle ne peut qu'encourager et elle ne fait qu'encourager les exigences les plus exorbitantes.

Ajoutons que notre politique méditerranéenne doit être une politique de construction et non une politique de liquidation. La politique de liquidation du Cabinet Mendès implique la recherche d'une solution pacifique provisoire sur les conditions imposées par l'adversaire. C'est la même politique de capitulation qu'en Indochine. Et le résultat ne peut qu'être le même finalement : l'abandon total après une phase d'euphorie. Au contraire, une politique constructive suppose la recherche d'une alliance réelle avec le monde musulman. On connaît les

conditions de cette alliance, elles ont été exprimées maintes fois. C'est, en premier lieu, la reconnaissance de la légitimité des intérêts musulmans dans la lutte actuelle du monde musulman contre l'Etat d'Israël. Un cabinet Mendès peut-il s'engager dans une telle politique ? Assurément, non. C'est, en second lieu, la création d'une politique méditerranéenne et musulmane de troisième force, anticomuniste et antimarxiste, indépendante du bloc américain et du bloc soviétique, politique naturelle d'une Europe indépendante. Un cabinet juif, appuyé par le parti communiste et par les forces marxistes cryptocommunistes peut-il mener une telle politique ? Assurément non.

Nous allons donc *acheter la paix* en Afrique du Nord, comme nous l'achetons en Indochine. Au même prix exorbitant. Et, à supposer que le marché soit respecté, quel sera le résultat ? Un répit de quelques mois, sans plus. Toujours dans la ligne de la politique mercantile de Mendès : une solution provisoire des difficultés présentes *achetée* à n'importe quel prix et exposant les intérêts nationaux à n'importe quel avenir.

On ferait, hélas, la même analyse, et on pourrait porter le même diagnostic sur tous les points de la politique de Mendès. C'est une politique d'antibiotiques. On excelle dans le remède d'urgence qui procure une amélioration de quelques semaines. On triomphe alors, et on tranche du grand homme. C'est facile, ce sont les successeurs qui paieront. La politique du cabinet consiste à ne s'attaquer à aucun problème, mais à chercher pour tous des remèdes publicitaires. Il ne manquait, pour couronner dix ans d'impuissance, que cette exhibition de charlatan. La France a quitté les mauvais médecins et elle en est aux guérisseurs. Quand on sort de leurs mains, c'est pour aller au cimetière.

\*  
\*\*

A la vérité, ce qui n'est pas moins remarquable que le charlatanisme de Mendès et de son état-major, c'est l'indifférence avec laquelle l'opinion française subit cette politique. Dien-Bien-Phu avait ému. La honte de Genève n'a pas été ressentie. Le péril du Maroc et de la Tunisie ne l'est pas davantage. Les Français n'ont plus de réaction devant les montreurs de tour qui les conduisent au désastre. Il est remarquable de voir les pseudo-nationalistes du R.P.F. s'associer à une politique de liquidation et de démission soutenue

par le parti communiste après s'être établis dans l'opinion par les rodomontades d'un patriotisme intransigeant et d'un anti-communisme également violent et inefficace. Ceci montre pleinement le vide et l'inconsistance de l'escroquerie gaulliste.

Cette démission de la France est le phénomène le plus inquiétant de l'expérience actuelle. Pour la troisième fois en vingt ans, la République révèle sa vocation juive. Et, chaque fois, cette vocation juive du régime a coïncidé avec un nouveau *seuil* de la décadence française. Il est impossible de ne pas tenir compte de cette prédisposition de notre structure politique au judéo-marxisme et au crypto-communisme. Et il faut en tirer les conséquences. Le commandement de l'Europe ne peut plus appartenir à une nation dont l'élite est contaminée, dont la résistance ethnographique est anormalement basse et qui peut, du jour au lendemain, ouvrir sa porte à l'ennemi. L'apparition périodique en France d'équipes gouvernementales crypto-communistes n'est pas un danger français, c'est un danger européen. En s'abandonnant sans réaction à la politique de Moscou, la France vient de perdre son rang et son avenir en Europe. Il faut accepter devant cette vulnérabilité morbide de notre malheureux pays que le commandement de l'Europe, avec ou sans C.E.D., passe à une nation plus saine. Seule, une direction allemande de l'Europe peut protéger l'Europe du communisme. Il n'est pas spécialement gai pour nous d'avoir à faire une telle constatation. Mais l'honnêteté et l'évidence nous y contraignent. Puisque nous sommes incapables de faire surgir en France des forces nationales assez fortes pour opposer une barrière aux infiltrations crypto-communistes, pour empêcher la France de devenir une sorte de Tchécoslovaquie de l'Occident, cherchons-les où elles sont en Europe, c'est-à-dire dans le pays qui a prouvé sa capacité de résistance à l'infiltration marxiste. La volonté allemande peut encore sauver l'Europe. C'est probablement la dernière carte de la liberté.

Maurice BARDECHE.



## Pour un O.T.A.N. économique

### Une interview de Franco par le vice-président de l'Agence United-Press

*Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel des déclarations faites au début du mois de juin par le Chef de l'Etat espagnol à M. Roy Howard, vice-président de l'Agence United-Press et principal animateur de la presse Scripps Howard, la plus importante chaîne de journaux américaine.*

*Ces déclarations qui ont été, naturellement, à peu près passées sous silence par la presse française obstinément fidèle à son étrange conception de l'information ont en revanche soulevé un très vif intérêt en Amérique où elles ont été commentées par les plus grands journaux. Le Général Franco attache aux suggestions qu'il a faites en vue d'une organisation économique du monde anticomuniste une importance telle, qu'il les a de nouveau exposées à un groupe de journalistes américains, il y a quelques semaines.*

*Nous ne cacherons pas, quant à nous, quelle qu'exacte que soit l'analyse faite par le Caudillo des raisons de la faiblesse de l'alliance occidentale, quel que soit l'intérêt des remèdes qu'il propose pour les éliminer, que cette tentative de transposition sur le terrain de l'économie des principes qui ont présidé à la conclusion du pacte de l'Atlantique et à la création de l'O.T.A.N. nous paraît devoir soulever en pratique d'énormes difficultés dont les moindres ne viendront pas du nationalisme économique américain accentué encore par l'administration républicaine et de l'attitude actuelle de la Grande-Bretagne à l'égard des problèmes posés par Franco.*

Le succès de la coalition occidentale a été considérable, mais il pourrait être plus grand encore avec une meilleure organisation. L'Occident possède une équipe unie en vue d'une action efficace sur le plan militaire, mais cet instrument lui manque sur le plan politique. La coalition occidentale a besoin d'un état-major civil unique travaillant en liaison avec l'état-major militaire et doué de pouvoirs lui permettant de traiter directement de toutes les questions politiques et économiques d'intérêt commun. L'unité d'action sur les problèmes politiques est en effet aussi nécessaire dans la guerre froide qu'elle est nécessaire sur les problèmes militaires dans la guerre chaude.

La force militaire russe est très réelle, mais elle ne l'est pas d'une manière assez décisive pour que Moscou la mette aujourd'hui à l'épreuve. Par suite, les problèmes économiques de la guerre froide sont aujourd'hui d'une importance au moins égale à celle des problèmes militaires.

Si les nations anticommunistes de l'Occident s'unissent avec celles d'Extrême-Orient dans un programme économique commun, elles pourront gagner la guerre froide sur tous les fronts. Si elles gagnent la guerre froide, elles pourront éviter la guerre chaude. Malheureusement, elles ne sont pas en train de gagner la guerre froide. Elles ne la gagneront pas, tant qu'elles ne mettront pas leur désir de paix au-dessus de leur soif des bénéfices qu'elles espèrent tirer du commerce avec la Russie.

Peut-être les Américains ne se rendent-ils pas compte du besoin impérieux qu'ont la Grande-Bretagne et les autres nations industrielles d'Europe Occidentale de rétablir leur prospérité. Ce besoin est aussi naturel que dangereux dans la mesure où il donne parfois naissance à une tendance à sacrifier l'avenir sur les autels du présent. Néanmoins, si la coalition des nations anticommunistes pouvait se réunir autour d'une table de conférence, la nécessité pourrait être montrée d'un embargo sur tout le commerce avec la Russie y compris sur un certain nombre de matières premières essentielles, à première vue sans intérêt militaire, mais qui prennent une valeur stratégique dès qu'elles ont franchi le rideau de fer.

Le Général Franco insiste alors sur le fait, en effet capital, des difficultés d'ordre économique que l'Union Soviétique rencontre dans les Etats satellites, difficultés qui ont provoqué un mécontentement aussi profond que sourd dont les troubles de Berlin en Juin 1953 ont été la preuve évidente. Il poursuit alors :

C'est précisément grâce aux importations de matières premières non stratégiques aux yeux des Occidentaux que la Russie espère résoudre ce problème de l'inquiétude et du mécontentement.

Sa préoccupation actuelle n'est pas d'importer des matières premières stratégiques en vue d'une guerre, mais d'importer des biens de consommation d'apparence pacifique. Si Moscou pouvait être sûr de quelques années de paix lui permettant d'améliorer les conditions de vie des pays satellites, elle sait qu'elle pourrait alors écraser les derniers vestiges de nationalisme qui lui sont opposés, tandis que grandirait une nouvelle génération formée par l'idéologie communiste et le fanatisme rouge.

C'est donc commettre une grave erreur que de croire que l'embargo sur les matières stratégiques constitue à lui seul, une garantie contre l'agression russe. Moscou sait, en effet, qu'un vaste programme d'échanges avec le monde libre atténuera les tensions derrière le rideau de fer et les augmentera à l'extérieur en créant une rivalité entre les nations libres pour faire des affaires avec elle. L'Allemagne qui, autrefois, tirait d'importants bénéfices de ses échanges avec la Russie, contribuera gravement au développement de cette rivalité et Moscou compte sur elle. Il est, apparemment, difficile aux Américains de se rendre compte des dimensions du désastre subi par les nations industrielles d'Europe Occidentale, par suite de la perte de leurs anciens marchés, situés maintenant de l'autre côté du rideau de fer. Il n'est pas réaliste d'attribuer à la seule cupidité leur désir de retrouver ces marchés. Dans de nombreux cas, c'est leur survie qui est en jeu, et elle continuera à l'être jusqu'à ce qu'on leur offre une perspective économique nouvelle.

Etant données ces conditions l'unique alternative à une folle rivalité dans les échanges avec le monde communiste réside dans l'exploitation des marchés mondiaux en dehors de l'orbite rouge. Le besoin de marchés nouveaux rend urgente la création immédiate d'un conseil politique et économique de la coalition anticommuniste qui complètera l'action menée par l'Etat-Major militaire suprême et coordonnera son activité avec la sienne.

Ce conseil économique pourrait organiser et contrôler l'embargo sur le commerce avec toutes les nations communistes et assurer un traitement identique à toutes les nations participantes. Plus important encore, ce conseil organiserait et dirigerait la nouvelle économie du monde libre dont la création

s'impose pour compenser la perte des marchés communistes. Cette tâche exigerait de sérieuses et longues études pour localiser les marchés nouveaux et pour ranimer les marchés anciens ou peu développés.

Un large financement privé et gouvernemental serait nécessaire mais tout se ferait sur la base de prêts à long terme et cette nouvelle économie devant être planifiée avec l'ambition de durer, devrait fonctionner sur une base strictement commerciale, excluant toute politique de dons.

Une organisation provisoire ou improvisée serait insuffisante. Les tactiques communistes changent de jour en jour, mais la stratégie communiste est à longue portée et ne dévie pas de ses buts.

*La stratégie du monde anticomuniste doit être également ferme et à longue portée. Je répète que pour faire face à la situation, une autorité économique et civile commune est immédiatement nécessaire.*

## La " libération " du Guatemala

Les événements qui se sont déroulés au Guatemala il y a quelques semaines et qui ont abouti, après une « guerre de libération » digne d'une opérette et quelques chaudes journées qui virent des scènes dignes de Goya, à la chute du Colonel Arbenz, ont provoqué en France des réactions très diverses.

Les communistes ont, naturellement, dénoncé avec violence l'intervention, d'ailleurs incontestable, des Etats-Unis dans les affaires intérieures de cette petite République. Tout ce que la France compte d'intellectuels progressistes, de Claude Bourdet et Paul Rives à Jacques Soustelle a proclamé sa sympathie pour la cause du Colonel Arbenz, d'ailleurs embrassée par le grand écrivain guatémaltèque Miguel-Angel Asturias, et dénoncé l'anticommunisme primaire du département d'Etat et le colonialisme brutal de l'United Fruit.

A droite, au contraire, on a généralement admis sans discussion les thèses que M. Foster Dulles avait déjà soutenues à la Conférence de Caracas sur la pénétration communiste au Guatemala et considéré que la liquidation du régime Arbenz pouvait, sans aucune équivoque, être placée sous le signe de l'anticommunisme le plus authentique et le plus recommandable. Nous pensons, quant à nous, que les choses ne sont pas aussi simples et que, sans exagérer d'ailleurs l'importance de ces événements qui est minuscule à l'échelle mondiale, tout au moins dans l'immédiat, il n'est pas inutile d'essayer d'y voir un peu plus clair et de poser un certain nombre de questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre aussi objectivement que possible avec les éléments d'information dont nous disposons.

De quoi s'agit-il en fait ? d'une opération essentiellement anticommuniste comme le prétendent les Etats-Unis et leurs amis d'Amérique Centrale ou d'une « opération Fruit » comme l'affirmait « L'Observateur » et avec lui la presse de gauche ? Quel était en outre le degré réel de pénétration du communisme au Guatemala et mettait-il réellement en péril la sécurité américaine ? Il est bien évident que c'est de la réponse à ces deux dernières questions que dépend celle que nous donnerons à la première.

Il faut tout d'abord remarquer que le département d'Etat s'est abstenu de toute précision sur la puissance réelle du communisme guatémaltèque et cela est bien dommage, car on aurait pu en tirer des conclusions intéressantes pour tous les pays d'Amérique latine où les Indiens sont encore réduits à une condition misérable qui pose le problème le plus angoissant pour l'avenir. M. Foster Dulles s'est contenté d'affirmer que le Gouvernement guatémaltèque était communiste ou cryptocommuniste. Dans sa conférence de presse du 25 mai il a toutefois assorti cette accusation un peu sommaire des précisions suivantes : pour juger de l'influence communiste au Guatemala a-t-il dit, on doit retenir les trois faits suivants :

1° Le Guatemala est le seul Etat américain à ne pas avoir procédé à la ratification du Pacte de Rio.

2° Le Guatemala est le seul Etat américain qui, à la Conférence de Caracas, ait voté contre la déclaration aux termes de laquelle la domination, ou le contrôle des institutions de l'un quelconque des Etats américains par le communisme international constituerait une menace pour les autres et serait considérée comme dangereuse pour la paix de l'Amérique.

3° Le Guatemala est le seul Etat américain à recevoir des livraisons d'armes venant de pays communistes.

Le premier point retenu par M. Foster Dulles nous paraît peu convaincant. Nul n'ignore en effet que le Pacte de Rio consacre le lien de dépendance véritablement colonial qui unit les Etats-Unis à la plupart des Républiques latino-américaines et que toute la politique menée par des pays tels que l'Argentine, le Chili, la Bolivie et, à un moindre degré, le Brésil tend à secouer cette tutelle que symbolise justement le dit Pacte. S'il suffit de ne pas vouloir être considéré comme

une colonie des Etats-Unis pour être taxé de communisme, nous risquons de voir dans un avenir assez proche se multiplier en Amérique latine les guerres de « libération anti-communiste ».

Le deuxième point n'est pas du tout sérieux, car la déclaration à laquelle le Guatemala a refusé de souscrire était dirigée contre lui ; y souscrire aurait représenté pour le Guatemala un acquiescement à une intervention immédiate des Etats-Unis et un renoncement à la plus élémentaire souveraineté.

Le troisième point est plus digne d'attention quoique la suite des événements ait prouvé que les achats d'armes faits par le Guatemala en Pologne n'avaient pas dû être très considérables puisque l'armée de « libération » a eu raison des gouvernements en quelques jours. La « citadelle » du communisme en Amérique Centrale ressemblait un peu à ces châteaux de sable que les enfants font sur les plages. Au reste, le Guatemala n'a jamais nié qu'un bateau d'armes polonaises lui soient parvenu, mais il a insisté et il n'a pas été démenti par le Département d'Etat, sur les refus répétés opposés par les Etats-Unis à ses demandes d'achats d'armes.

Mais, dira-t-on, les refus du gouvernement de Washington étaient précisément motivés par les tendances pro-communistes du gouvernement Arbenz, c'est ce qu'il importe d'examiner.

Précisons tout d'abord un point important : le régime aux destinées duquel présidait le colonel Arbenz et qui avait succédé en 1945 à une dictature militaire de type classique est né d'une révolution conduite par Juan José Arevalo, fondateur du Parti d'Action révolutionnaire qui est un parti d'inspiration essentiellement péroniste. Arevalo qui a vécu seize années d'exil à Buenos-Aires n'a jamais caché ce qu'il devait à Péron et l'admiration qu'il avait pour lui.

Qu'il se soit passé au Guatemala ce qui se passe en Bolivie avec Juan Lechin et que, comme le M.N.R. Bolivien, le P.A.R. Guatémaltèque se soit, particulièrement sur le terrain des syndicats, laissé un peu déborder par des éléments marxisants ou même plus ou moins ouvertement communistes comme Victor Manuel Gutierrez et José Manuel Fortuny, cela semble indéniable. Les manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Ciudad, Guatemala en apporteraient la preuve si on était tenté d'en douter.

Mais de là à affirmer qu'Arbenz et ses collaborateurs étaient communistes parce quelques excités défilent un jour

de 1<sup>er</sup> mai, drapeau rouge en tête en poussant des cris hostiles aux Etats-Unis et à l'United Fruit, il y a tout de même un pas que l'on peut, de bonne foi, hésiter à sauter.

Nous venons de parler de l'United Fruit et cela nous amène à constater que le Département d'Etat n'en parle pas du tout. Cette discrétion est, il faut le dire, assez singulière, car il apparaît qu'en fait cette firme puissante se trouve au cœur du conflit.

L'United Fruit qui truste la culture, le transport et la vente de la banane dans toutes les républiques latino-américaines, constituait au Guatemala un véritable Etat dans l'Etat. Elle était avant la réforme agraire réalisée par le régime d'Arevalo et d'Arbenz et était encore restée après cette réforme le plus grand propriétaire foncier du pays. Mais le gouvernement Guatémaltèque l'avait, d'une part, expropriée de vastes terres en friche pour lesquelles, il lui avait accordé une indemnité de 600.000 quetzales (1), alors que la compagnie en réclamait une de 16 millions et il l'avait d'autre part, dans le cadre de sa politique sociale, contrainte à augmenter de façon sensible les salaires qu'elle payait à la main-d'œuvre indienne.

Nous avons lu à cet égard sous la plume de certains de nos confrères de la presse nationale, à qui, en passant, nous ferons amicalement le reproche de défendre en toute occasion et sans nuances tous les détails de la politique américaine, que l'United Fruit, loin d'avoir exploité sans merci le Guatemala comme l'en accusait le gouvernement Arbenz, avait, au contraire apporté à ce pays comme aux autres Etats d'Amérique Centrale, les éléments de base d'une économie moderne en construisant routes, ports et chemins de fer. L'United Fruit payait, en outre, selon ces mêmes confrères, à ses 40.000 salariés, les salaires les plus élevés de l'Amérique Centrale qui faisaient d'eux une véritable « aristocratie du dollar ».

A ces arguments, il est facile de répondre, qu'en ce qui concerne le Guatemala, la seule ligne de chemin de fer construite par l'United Fruit et qui unit les deux ports de Puerto Barrios et de San José est uniquement destinée à l'évacuation des bananes et qu'elle a été tracée sans tenir aucun compte des nécessités économiques et humaines du pays.

Quant aux salaires payés par l'United Fruit, il suffit, croyons-nous, de signaler qu'à la veille du conflit les salaires ouvriers agricoles travaillant dans les plantations et les maga-

---

(1) Un quetzal=0,25 dollars.



ins de la côte atlantique gagnaient moins d'un quetzal par jour pour faire justice des affirmations de nos confrères.

Quoi qu'il en soit, tout incline à croire que c'est le conflit entre le gouvernement guatémaltèque et l'United Fruit qui a provoqué l'intervention américaine sous le motif imparfaitement fondé de la pénétration communiste. Dès le début de ce conflit, en effet, l'ambassade américaine était intervenue pour appuyer formellement les prétentions de la compagnie quant au montant de l'indemnité d'expropriation qu'elle réclamait au gouvernement Arbenz, prétentions que le gouvernement Guatémaltèque s'était toujours refusé à satisfaire, l'indemnité accordée à la compagnie ayant été établie d'après ses déclarations fiscales.

Tout ce que l'on sait des méthodes auxquelles ont déjà recouru dans le passé les Etats-Unis pour se débarrasser des gouvernements latino-américains qui tentaient soit de s'opposer à la main-mise du capitalisme yankee sur leur économie, soit de réduire les privilèges exorbitants qu'il s'y était taillé, incite à accorder peu de crédit aux arguments invoqués par Monsieur Foster Dulles pour justifier l'attitude du Département d'Etat. Le moins qu'on puisse dire est que dans toute cette affaire, le gouvernement de Washington, qui affiche volontiers le souci de justifier moralement sa politique, a singulièrement manqué d'honnêteté et de sincérité. Il nous semble qu'il n'était nullement besoin de brandir l'étendard de l'anti-communisme et de monter le mauvais scénario d'une guerre de « Libération » pour déguiser les soucis éminemment « colonialistes » qui ont décidé Washington à abattre le colonel Arbenz.

Ce que l'on sait d'autre part de l'influence décisive qu'exercent les grands trusts américains sur l'administration républicaine explique parfaitement que Washington n'ait pas hésité à intervenir pour soutenir les intérêts d'une compagnie qui considérait le Guatemala comme sa chose.

Le procès intenté par l'Administration yankee à l'United Fruit pour infraction à la loi anti-trust est une manœuvre de diversion qui ne doit pas faire oublier que le premier acte de la Junte de « libération » guatémaltèque a été l'abolition de la réforme agraire réalisée par le Parti d'Action révolutionnaire dont l'United Fruit avait été la première victime.

Certes, comme nous le disions au début de cet article, il ne faut pas accorder à l'affaire guatémaltèque une importance qu'elle n'a pas. Nous ne mèlerons au surplus jamais notre voix à celles qui se sont élevées pour défendre un homme et un

régime qu'elles auraient voués aux gémonies si Moscou ne leur avait accordé une sympathie suspecte et d'ailleurs platonique et qui n'ont cessé de témoigner une haine vigilante au peronisme qui fut et reste l'inspirateur des mouvements nationaux révolutionnaires d'Amérique latine.

Si nous avons toutefois pensé qu'il convenait d'accorder une certaine attention à un événement qui peut avoir l'apparence d'un fait divers international, nous l'avons fait pour deux raisons :

La première est que nous continuons de penser, comme nous le pensions à la veille de la conférence de Caracas, que la politique des Etats-Unis à l'égard des pays latino-américains est à la fois malhonnête et maladroite. Les informations que nous avons tout récemment reçues d'Argentine où l'on est particulièrement sensible aux réactions du nationalisme hispano-américain à une politique du style Spruille Braden, prouvent qu'à l'exception du Venezuela où règne l'homme de la Standard le général Gimenez et du Brésil, l'intervention américaine au Guatemala a suscité des réactions très vives et très hostiles dans toute l'Amérique latine. La brutalité et l'hypocrisie des méthodes yankees ne peuvent au surplus que favoriser les progrès inquiétants du communisme dans ces pays où le problème indien risque de devenir un jour très angoissant, sauf, au Brésil où le métissage semble avoir donné d'heureux résultats.

La deuxième raison, pour nous qui défendons ici depuis près de deux ans notre conception de l'Europe nationale, indépendante de Washington et de Moscou au triple point de vue économique, militaire et idéologique, c'est que le Guatemala apparaît désormais comme un symbole inquiétant du sort qui pourrait être réservé à l'intérieur du « Monde libre » à tout pays qui voudra être maître chez lui et choisir le régime qui lui convient, si ce régime entend restituer à la nation les biens qui lui avaient été volés par le capitalisme international.

Jacques POILLOT.

## Aneurin Bevan est-il un agent soviétique?

Quand Konni Zilliacus exprima au sein du Labour Party des sentiments trop soviétophiles, on l'expulsa poliment mais fermement. C'était en juin 1949. Ce franc-tireur du socialisme britannique, qui avait témoigné contre Kravchenko au procès de Paris, qui recommanda une fois un pacte Thorez-Attlee, qui s'entretint en 1947 au Kremlin durant trois heures avec Molotov, et qui a été de tout temps un des avocats les plus obstinés d'une entente avec l'U.R.S.S., était devenu un corps encombrant pour les dirigeants de Transport House. Pourtant Zilliacus n'était pas plus nocif que Bevan aujourd'hui. Il ne menaçait même pas le parti travailliste de scission, comme en 1931 au temps de Ramsay Mac Donald et comme le rebelle bevaniste maintenant, et il ne convoitait pas le pouvoir. Mais Zilliacus n'avait pas su s'assurer ses arrières, s'appuyer sur un groupe de députés et sur des journaux, et de plus, le talent oratoire lui fait défaut. Aneurin Bevan, lui, a non seulement pour lui les députés de l'aile gauche du Labour, plus des « *fellow-travellers* » plus ou moins clandestins, mais il peut compter sur la force électorale de plusieurs syndicats rongés de communisme et sur des organes de presse qui, s'ils n'atteignent pas les tirages vertigineux de certains mastodontes de Fleet Street, n'en sont pas moins lus dans la classe ouvrière et chez les intellectuels de gauche. Bevan a été ministre, c'est un député dont on connaît le nom et la vigueur. Zilliacus est pratiquement inconnu de l'électorat et, d'autre part, ses origines étrangères ont déplu aux Anglais, xénophobes et racistes qui s'ignorent.

C'est pourquoi, à son premier accroc grave, fut-il facile de chasser Zilliacus. Aneurin Bevan, lui, a survécu à tous les ultimatums. L'ancien Chancelier de l'Échiquier Gaitskell a dénoncé sans détours son crypto-communisme. L'ordre donné à lui par Attlee de dissoudre le groupe bevaniste — groupe, parce qu'il a sa propre politique, ses réunions secrètes, ses meetings populaires, etc... — est demeuré lettre morte. Mis hors-la-loi par le puissant chef syndicaliste Arthur Deakin, le bevanisme continue. Lorsque le danger de scission dans le Labour atteignit son point culminant, voici deux ans, le « *Sunday Pictorial* », l'un des plus forts tirages de la presse dominicale, écrivait : « Il est certain que Bevan a été pour le parti travailliste l'homme de l'avenir, mais sa conduite, durant ces dernières années, a révélé à la fois à ses amis et à ses ennemis que ses défauts excédaient gravement ses qualités ». Et de poursuivre : « Il avait choisi pour tremplin le problème du logement, mais rien n'en est sorti que des imprécations. Il avait besoin, pour réaliser son programme sur la santé publique, de la coopération des méde-

cins, et il a commencé par les insulter ». Cette exécution capitale en quelques lignes n'empêcha pas, quelques mois après, le trust socialiste qui édite le « Pictorial » de demander à Bevan lui-même une série d'articles politiques ! Et ajoutons que Richard Crossman, qui se fait passer pour l'idéologue du bevanisme, est un collaborateur régulier du même hebdomadaire. Les modérés du travaillisme creusent leur propre tombe.

Non seulement ils creusent leur tombe, mais encore ils font preuve à l'égard de l'ancien ministre de la Santé d'une lâcheté renversante. Ils évoquent un idiot qui s'agenouillerait devant celui qui l'aurait battu à coups de bâton. Morrison, ce « *politicien sordide d'escalier de service* » ainsi que l'a traité un jour Bevan, est du voyage en Chine, ce voyage qu'effectuent cet été huit travaillistes dont, bien entendu, Aneurin Bevan. L'annonce de ce périple a, on le sait, causé une certaine stupeur dans les milieux politiques. Dans le « *Sunday Chronicle* », Lord Vansittart remarque que cette visite à un pays qui a tué des soldats anglais en Corée et qui fait une guerre à l'Europe en Indochine est indécente. On oublie de rappeler que c'est le gouvernement Attlee qui, le premier, a reconnu Mao-Tsé-Tung. Certes, Attlee a parcouru du chemin depuis ses gages aux communistes et il est bien possible qu'il ne lèverait plus le poing à un défilé des brigades internationales si une nouvelle guerre d'Espagne éclatait aujourd'hui. Mais Attlee est vieux. En acceptant de se rendre en Chine aux frais de Pékin, à peu près exactement dans les mêmes conditions que les Loustanau-Lacau et autres s'en furent en Pologne, il n'a pas réalisé que, non seulement il donnait une nouvelle arme aux communistes, mais encore et surtout qu'il favorisait de façon décisive la progression du bevanisme en Grande-Bretagne. On comprend mieux pourquoi le « *Daily Express* » notait, il y a quelques mois : « *Bevan et ses amis ne forment plus un parti dans le parti travailliste, ils sont maintenant les maîtres effectifs du socialisme britannique* ». Bevan est, en Occident, le lieutenant de Mac-Tsé-Tung. C'est lui qui mène la campagne pour l'admission de la Chine à l'O.N.U. C'est lui qui, en Angleterre, a le premier violemment attaqué la France en Indochine, déclarant notamment : « *Il est naturel que la Chine aide l'Indochine, car celle-ci essaie de se libérer de l'impérialisme français* ». C'est lui qui a dit : « *La France n'a rien à faire en Indochine* ». Harold Wilson, son second, lui emboîta le pas : « *Pas un homme, pas un fusil pour les impérialistes français d'Indochine !* » Le vieux Churchill, prisonnier des masses électorales et empêtré dans ses nuées politiques, a, ainsi, obéi aux mots d'ordre de Bevan en dissuadant l'Amérique de s'engager à fond à l'époque héroïque de Dien-Bien-Phu. C'est peut-être là, la meilleure preuve que l'on puisse fournir de l'influence sans cesse croissante de Bevan.

\*  
\*\*

Il est frappant que, chez Bevan, ses idées politiques aussi bien que son comportement soient ceux d'un agent de Malenkov. Du communiste Bevan a tout d'abord les sarcasmes aigris ; c'est lui qui a introduit l'injure dans les mœurs politiques anglaises. Il a traité Citrine d'« *épouvantail* » et représenté les dirigeants des syndicats sous forme de « *bande de vieux loups édentés menés par une filleuse* ». Ses adversaires politiques sont « *plus bas que la vermine* ». Du communiste Bevan a aussi l'art d'affirmer avec con-

viction une contre-vérité criante et de dénaturer les faits. Malheureusement, il n'a pas trouvé encore un adversaire à sa taille qui puisse lui répondre ; seul probablement sir Oswald Mosley serait capable de rassoir l'agité gallois, mais sir Oswald n'est plus membre de la Chambre des Communes et les Juifs font la loi du silence autour de lui. Il y a pire : au lieu de combattre comme il conviendrait ce Cheval de Troie communiste, ceux qui sont prétendument opposés à lui, lui couvrent les portes. L'« *Evening Standard* » du multimillionnaire Beaverbrook a publié de Bevan une série de reportages sur la Yougoslavie. La télévision elle-même a fait appel à son concours plusieurs fois.

Rien d'étonnant, ensuite, que ce formidable destructeur de l'empire britannique gagne des points et devienne populaire chez certains syndicats déjà travaillés par la propagande politique des Harry Pollitt et des Victor Gollacher. La même lâcheté bourgeoise qui a permis au bolchevisme de se développer en France et dans tout l'Occident permet maintenant à Bevan d'entraîner ouvertement l'Angleterre sur le chemin de Prague. « *Mon succès auprès des masses travaillistes, a-t-il dit, a une portée beaucoup plus internationale que nationale* ». Aneurin Bevan vise le pouvoir, mais surtout pour révolutionner la politique du Foreign Office. Ses campagnes sur le plan intérieur, son projet d'accentuer et de compléter la collectivisation de l'économie britannique, ne sont que des tremplins. Quand il parle d'économie, c'est pour dire qu'il faut développer des relations avec des zones autres que la zone dollar, c'est-à-dire avec l'U.R.S.S. et la Chine. Le manifeste officiel du parti travailliste, publié sous le titre de « *Challenge to Britain* », dénote son influence sur ce sujet. A chaque coup, Bevan favorise un peu plus les Soviets : quand il critique la Couronne, dernier rempart de la tradition britannique contre la démocratie populaire ; quand il attaque l'Eglise, ou les sentiments de tradition du peuple ; quand il attaque l'Amérique, critiquant la présence d'Américains en Grande-Bretagne, dégoûtant les touristes U.S. qui viennent dépenser sur l'île leurs dollars. « *Nous ne voulons pas de vos dollars !* » leur crie-t-il. A la Chambre, chaque fois que Churchill exprime un point de vue moins anti-européen que d'ordinaire, il dénonce une soi-disant « *capitulation devant les Américains* ». Dans son ouvrage « *A la place de la peur* », dont la médiocrité est, par ailleurs, confondante, c'est les Etats-Unis qui sont le danger, non l'U.R.S.S., « *nation pacifique attachée à relever ses ruines* ».

C'est Bevan et ses lieutenants qui, au Parlement de Westminster, ont mené la grande charge contre le projet de pacte de défense du Sud-Est asiatique. Le vieux Churchill a été impressionné par la force de cette opposition. Bevan y a parlé pendant plusieurs tours d'horloge de la « *domination coloniale européenne* » en Asie sans qu'un seul des derniers impérialistes anglais se soit seulement levé pour lui répondre. Il a aussi condamné la « *vieille Europe* ». Cette condamnation n'a rien d'étonnant puisque Bevan est, on le sait, partisan comme les Soviets d'une Allemagne unie (mais par qui ?) et désarmée : « *La solution, a-t-il dit, est d'unifier l'Allemagne, de la maintenir désarmée et, pour éviter sa concurrence sur les marchés mondiaux, de la forcer à contribuer à un fonds mondial d'équipement pour une somme équivalente à un éventuel budget militaire* ». Bref, du Morgenthau additionné d'une dose de bolchevisme ! Dans un texte intitulé « *Ne réarmons pas*

*l'Allemagne* » et publié simultanément par le « *Monde* », et le « *Daily Mirror* » (socialiste) de Londres, Bevan a répété ses mêmes arguments. Etant contre l'Europe, il est bien entendu contre toute C.E.D. quelle qu'elle soit, et il dépêcha certains de ses compagnons, dont sa femme Jennie Lee, à Paris, il y a quelques mois pour exercer à ce sujet une intolérable pression sur la S.F.I.O.

\*  
\*\*

Résumons-nous. En prenant position contre l'Europe et la C.E.D., en condamnant tout réarmement allemand et toute présence française en Indochine, en attaquant chaque fois qu'il le peut l'Amérique et en s'efforçant de détruire les liens qui unissent Londres à Washington, en dénonçant comme un « *danger* » un pacte de « *défense* » en Asie et en approuvant, sinon ouvertement, du moins implicitement, toutes les conquêtes soviétiques depuis 1939, la révolution communiste de Mao, les terroristes Mau-Mau au Kenya et les éléments subversifs en Afrique du Nord, que fait Aneurin Bevan, si ce n'est épouser des thèses soviétiques, des idées communistes ? Ses sentiments anti-royalistes et anti-religieux ne sont-ils pas ceux d'un adepte du bolchevisme ? Il a voulu, un temps, faire illusion en se faisant le champion du neutralisme et, comme il dit, de « *cette troisième combinaison de puissances* » qui devrait grouper l'Inde, la Yougoslavie et la Grande-Bretagne, sous la direction de trois « *démocrato-marxistes* » : Nehru, Tito et lui-même. Maintenant que la question d'une troisième force sur le plan mondial ne se pose plus, la politique soviétique de Bevan apparaît en plein jour.

Au demeurant, un examen attentif de certains numéros de « *Tribune* », l'organe du groupe bevaniste, confirmera n'importe qui dans le sentiment que Bevan travaille pour le bolchevisme. « *Tribune* », feuille anti-française et anti-européenne qui publie du Claude Bourdet et du Jules Moch, des resucées sur le « *nouvel hitlérisme en Allemagne* » et sur la « *terreur en Espagne* », reçoit la publicité de l'organe soviétique de langue anglaise « *Peace News* », du « *Soviet Weekly* », de l'organe du Kominform « *Pour une paix durable, Pour une démocratie véritable* », ainsi que pour des meetings crypto-communistes ou franchement communistes, comme ceux du leader communiste anglais Harry Pollitt. Parmi les petites annonces, on remarquait dernièrement celle-ci : « *Comité libération Afrique du Nord. Plus de dix mille prisonniers sont torturés dans des camps de mort pires que Belsen et Buchenwald, au Sahara. Comment est votre conscience ? Ecrire...* » Dans d'autres numéros, « *Tribune* » a publié des « *documents* » sur « *la terreur exercée en Colombie par des catholiques « étrangiés » et des fascistes conservateurs* » et sur « *la terreur catholique* » en Yougoslavie avant Tito.

Alors, nous posons la question : Aneurin Bevan est-il un agent soviétique ? fait qu'il ait été ministre de Sa Majesté semble le contester. Mais Burgess et Mac Lean, avant leur fuite, étaient très bien notés au Foreign Office. Bevan est-il payé par les Soviets ? Pas nécessairement : le traître atomique Klaus Fuchs, ce Juif odieux qui prêta huit fois serment de fidélité à la Couronne avant et pendant qu'il trahissait, ne touchait même pas un penny ! Il trahissait par « *idéal* ». Peut-être que Bevan travaille pour les Soviets avec le secret espoir de devenir enfin Premier Ministre lorsque le bolchevisme aura déferlé sur l'Europe...

Pierre HOFSTETTER.

## Les crimes de guerre alliés

# Le viol des femmes dans l'Europe conquise

(Suite)

Nous avons publié dans le dernier numéro de *Défense de l'Occident*, quelques extraits des livres du R.P. Reichenberger sur les crimes commis pendant la guerre par les troupes alliées et, en particulier, dans les semaines qui précédèrent et suivirent l'arrêt des hostilités, actes commis dans l'euphorie de la victoire, en violation des lois de la guerre et au nom de la « Croisade pour la Démocratie ».

La publication de ces livres, peu connus en France, et passés sous silence par la « Grande Presse » n'a dans notre esprit qu'un seul but : rétablir la vérité. C'est-à-dire que les crimes de guerre ne furent pas l'apanage d'une nation, ni d'un régime, loin de là.

Aujourd'hui, c'est un Américain qui dévoile un des aspects peu glorieux de la fin de la guerre en Allemagne : le viol « à la chaîne » des femmes européennes, compétition dans laquelle l'armée d'invasion soviétique brilla tout particulièrement.

Quand la Russie voulut mettre la main sur les champs de pétrole iraniens, alors on entendit les gens s'écrier pour la première fois : soyons énergiques et résistons aux Russes.

Et pourtant ce sont les mêmes gens qui ont laissé, sans dire un mot, les Russes déshonorer un million de femmes chrétiennes.

Lorsqu'il est question des champs pétrolifères de l'Asie, ils sont prêts à se défendre à coups de canon ; c'est qu'il s'agit en effet d'une chose de toute autre valeur.

Le viol des femmes est un procédé de la plus honteuse barbarie que les troupes d'occupation puissent se permettre ; il est affligeant, mais il est nécessaire de dire qu'il traduit là une méthode de barbarie propre aux alliés que les Allemands n'ont jamais employée.

Nos « auxiliaires » dans la capitulation de l'Allemagne, nos alliés russes sont entrés à Dantzig le 24 mars 1945. Une femme professeur âgée de 50 ans, habitant Dantzig, me racontait que le lendemain de l'arrivée des Russes, sa nièce âgée de quinze ans fut violée sept fois, et une autre jeune fille âgée de vingt-deux ans, quinze fois. Un officier russe recommanda aux femmes de chercher refuge dans la cathédrale ; lorsqu'elles y furent rassemblées, nos « frères d'armes » se précipitèrent alors dans l'église et réalisèrent là, au son de l'orgue et des cloches, une orgie sans pareille qui dura toute la nuit et pendant laquelle les femmes furent violées jusqu'à trente fois (extraits de « L'Ordre Américain » du 6 décembre 1945, page 1).

Tels sont les hommes que nous avons appelés à siéger auprès de nous pour juger la culpabilité des Allemands à Nuremberg.

Le docteur O..., prêtre catholique à Dantzig, m'a déclaré : « Ils ont violé même des petites filles de huit ans et ils ont tué des petits garçons qui cherchaient à protéger leur mère... »

A Vienne seulement, les Russes ont violé en tout, à plusieurs reprises, plusieurs centaines de milliers de femmes, y compris des petites filles de moins de dix ans et des vieilles femmes. C'est ce que rapporte l'archevêque anglais Bernhard Griffin, aujourd'hui cardinal, après un voyage d'information très sérieux qu'il fit en mission semi-officielle pour étudier la situation en Europe.

Les religieuses elles-mêmes, jeune ou vieilles, n'ont pas été respectées.

Le jour où grâce à notre malheureuse participaiton à cette « croisade », Neisse, qui est une petite ville de Silésie, fut conquise, 182 religieuses catholiques furent violées. Dans le diocèse de Kattowitz on pouvait compter 66 religieuses enceintes. Dans un couvent où la supérieure et son assistante essayaient de protéger les jeunes religieuses, elles furent toutes les deux assassinées.

Le pasteur qui nous faisait ce récit, déclarait connaître plusieurs villages où toutes les femmes et même les enfants de dix ans et les vieillards auraient été pendant plusieurs semaines violés par les Russes (voyez « L'Ordre Américain » du 1<sup>er</sup> novembre 1945).

Nous avons emmené des hommes pour les faire travailler comme esclaves, nous avons volé aux Allemands le quart de leur territoire et en particulier nous les avons privé des régions dont leur agriculture avait besoin, nous leur avons pris la plupart de leurs machines agricoles, ainsi que leurs usines et la totalité de leur flotte et maintenant nous leur recommandons gravement de se livrer à l'agriculture. C'est nous qui sommes finalement responsables des violences et des crimes dont furent victimes de milliers de femmes et de jeunes filles allemandes, autrichiennes, hongroises de huit à quatre-vingts ans.



Selon H. Bevin, alors ministre des affaires étrangères d'Angleterre, les alliés ont opéré le transfert d'une population de quinze millions d'Allemands qui ont été chassés de leur patrie, et il a déclaré devant le parlement anglais : « en vérité ce fut un des sommets de la folie des hommes, c'était un spectacle épouvantable ». (« Times » du 5 novembre 1945, page 30). Mais Bevin n'avait pas le droit d'appeler cela une folie des hommes... c'est un crime et non une folie.

Et tous ces participants de notre « croisade », qui par la suite ont aussi bien violé les femmes que les jeunes filles, ont aujourd'hui l'impudence de vouloir faire comparaitre le peuple allemand tout entier comme criminel de guerre devant son tribunal.

Sa Sainteté, le Pape Pie XII, a protesté dans une lettre adressée au Cardinal Faulhaber contre le déshonneur et les souffrances qui ont été infligées aux femmes et aux jeunes filles allemandes. (Cité du Vatican, 10 janvier 1946).

Radio Vatican, le 25 avril 1946, faisait connaître que dans la zone d'occupation russe en Allemagne orientale s'élevaient de toutes parts les plaintes des femmes et des jeunes filles qui étaient devenues enceintes à la suite des violences les plus brutales, et dont la santé physique et morale était irréparablement brisée.

On peut imaginer ce que notre presse démocratique et ce que notre radio auraient dit à propos d'une telle nouvelle si le pape avait pu dire la même chose sur les femmes françaises pendant l'occupation allemande, mais par malheur pour ces hommes le pape n'a jamais rien pu dire de semblable car « les bêtes féroces » allemandes ont commis à elles toutes moins de viols que les représentants de notre précieuse jeunesse ; aussi les correspondants de presse et nos radio-reporters préfèrent nous donner beaucoup de détails sur les camps de concentration, où du reste aucune femme ne fut jamais violée, et faire le silence le plus complet sur nos propres atrocités et sur cet énorme camp de concentration que nous voulions faire de l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, à l'époque du Plan Morgenthau.

On doit se souvenir qu'une des principales accusations qui a été soulevée contre le général Yamashita, et pour laquelle il fut condamné à la pendaison, fut que les troupes sous son commandement, dans la débâcle du dernier jour, avaient violé 25 « beautés » de Manille et ceci au moment où les Américains avaient déjà interrompu les liaisons entre le quartier général de Yamashita et ses troupes.

A Stuttgart, capitale du Wurtemberg, les troupes sous le commandement du général Eisenhower, qui lui n'avait aucune de ses liaisons coupées avec aucune de ses unités, ont violé en une semaine et dans une seule ville, plus de femmes que toutes les troupes allemandes sous le règne d'Hitler pendant les quatre années de guerre sur la totalité du territoire français ; tels sont les faits, même si pour des Américains corrects ils paraissent incroyables.

Il faut en tirer cette conclusion inquiétante, que les troupes d'occupation allemande dont le juge Robert Jackson, selon un communiqué daté de Nuremberg en février 1946, voulait juger sept millions de membres comme criminels de guerre, ont été en réalité les troupes les plus correctes pendant cette deuxième guerre mondiale, et en particulier, il ne demeure pas le moindre doute qu'elles ont commis moins de viols et de pillage que les troupes alliées.

Après quatre ans d'occupation, Frédéric Crawford, directeur des fameux Établissements Thompson, à Cleveland (Ohio), écrivait le 4 janvier 1945 dans une lettre du front où il avait été envoyé par notre ministre de la Justice avec d'autres personnes pour un voyage d'inspection : « Les Allemands ont cherché dans leur attitude à être toujours courtois avec les populations occupées ; on nous a rapporté que lorsque les citoyens s'occupaient strictement de leurs affaires, et ne se mêlaient pas à une activité politique ou à la résistance, ils étaient toujours traités avec la plus grande correction (page 5 de son rapport).

Ce qui prouve que partout où les Américains ont été en mesure de mener une enquête indépendante, ils ont pu constater que les Allemands, même lorsqu'ils menaient une lutte sans pitié contre les groupes de résistance et les saboteurs, se sont conduits avec une extraordinaire correction, conformément aux règles chrétiennes à l'égard des femmes des territoires occupés, et qu'ils ont été tout à fait convenables. Il semble qu'il soit impossible de leur reprocher d'avoir commis plus de viols dans les territoires qu'ils occupaient, que nos troupes américaines n'en n'ont inscrit à leur actif pendant les derniers mois de la guerre.

Extraits d'un ouvrage de AUSTIN J. APP.  
(Professeur au Collège de San Antonio, Texas.)

## L'apprenti sorcier britannique facteur de trouble mondial

Plus tard, lorsque seront commentées les causes de la troisième guerre mondiale, l'Histoire se schématisera ainsi.

Au lendemain de la deuxième conflagration générale, la Grande-Bretagne s'aperçut que sa victoire de 1945 n'avait pas d'équivalent dans la nomenclature de ses défaites nationales. Profitant de son impréparation totale à la deuxième guerre, qu'elle déclencha en ne comptant que sur les poitrines françaises, les Etats-Unis lui fournirent les armements et les denrées indispensables à des prix forts payables en or et lorsqu'il n'y eut plus d'or et de devises, payables en actions minières et industrielles et en bases stratégiques. Pour mieux assurer la pérennité de sa revanche sur son éternelle concurrente économique, Washington coupa les facilités de la loi prêt et bail à Londres. En même temps, l'I.A.M.G.V.T. était distancée, puis battue par les financiers américains.

Amère, la Grande-Bretagne ne se lamente pas en tendant la main à la mendicité. Le machiavélisme de la « *Puissance Inconnue* » revint à la traditionnelle diplomatie de bascule. La majeure partie de l'Europe Occidentale étant vassalisée par le dollar, le Foreign Office se rapproche de l'U.R.S.S., donc à la fois du rouble et de l'adversaire idéologique des U.S.A. Le gouvernement travailliste du major Attlee se trouvait être un facteur favorable à cette nouvelle tactique. Avec le chantage à l'aide de Moscou, Londres parviendrait-il à amener Washington à récipiscence ? Quitte, au besoin, à composer avec les U.S.A. sur le dos de l'empire colonial français ?

D'abord circonspect, Moscou exigea un gage, une preuve de bonne volonté. Les Indes. Le major Attlee abandonna le joyau de la couronne britannique, alors que rien ne l'y obligeait. Les Indes, destinées à devenir une puissance satellite soviétique, représentaient trois siècles de politique économique russe : l'exutoire sur une mer libre du Sud. *Londres accorda aux Indes ce qu'elle ne consentit pour aucune autre de ses colonies* ; ce n'était donc pas, comme le déclara Aulée : « le déroulement de la politique coloniale anglaise », c'était une des clauses de l'accord secret anglo-soviétique mené avec talent par le diplomate soviétique H. Gromyko, d'abord à Moscou.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

puis ensuite à Londres. Le seul fait tangible qui échappa au secret fut l'envoi, par avion, il y a cinq ans, de dix-sept tonnes d'or soviétique à Londres via Varsovie.

La Grande-Bretagne n'est plus anti-soviétique que sur des points de détail spectaculaires. Ce qui ne l'empêche pas de se barricader contre le communisme à l'intérieur, car malgré cet accord momentané, Londres et Moscou savent que leur alliance est fragile et qu'elle ne peut pas durer pour des raisons précises que nous examinerons une autre fois. En attendant, les maquignons anglais profitent des « affaires » soviétiques et le Kremlin jouit de l'affaiblissement diplomatique international des Etats-Unis. Londres pense se « refaire » sur le dos de l'U.R.S.S., et reprendre son standing de grande puissance économique avec laquelle Washington sera obligé de composer. Telle est le fond de l'Histoire, car l'avenir des Américains et des Anglais est indissolublement lié et ils le savent. Pour l'instant, c'est une discussion d'usuriers, de financiers et d'agitateurs. L'U.R.S.S. en fera les frais ; c'est à ce moment que le « péril jaune » prendra sa signification. Il sera trop tard. L'apprenti-sorcier britannique ne pourra plus fermer les vannes (Churchill continuant la politique Attlee).

Quand Londres reconnut le communiste Mao Tsé Toung, la diplomatie anglo-soviétique pris un tour nouveau. Les deux compères sont anti-C.D.E., anti-pool acier-charbon, anti-Sarre détachée, anti-Indochine française. C'est le major Attlee qui court personnellement à Washington supplier Truman de ne pas employer la bombe atomique contre les Sino-Coréens. Ce sont les « fuites » (plutôt aimables) des secrets Fuchs et Pontecorvo vers les Soviétiques, de Mc Lean et Burgess... Ce sont les commandes de blé, de fonte, etc... à l'U.R.S.S., les éloges dithyrambiques de la presse officielle soviétique à l'égard de M. Eden, le privilège accordé aux seuls pêcheurs britanniques de lancer leurs filets à 3 milles des côtes soviétiques (12 milles pour les autres). On connaît les violentes campagnes contre la France de la presse soviétique et de la presse communiste française contre les mesures prises en Tunisie et au Maroc. Au Kenya, les troupes britanniques ont cerné des contrées entières et rabattu 40.000 noirs vers des pièges (avril-mai 1954). 20.000 suspects d'appartenir aux Mau-Mau ont été parqués dans des camps entourés de barbelés et passent présentement « à la casserole ». Pas un mot dans la presse soviétique, ni dans la presse communiste, ni sous la plume Mauriac. Aucune demande de porter la question devant l'O.N.U. (Mesure de la vassalité de la presse française, en général), etc..., etc.. Mille petits indices de ce genre sont plus éloquents que n'importe quelle déclaration officielle sur la réalité de l'accord secret anglo-soviétique.

La Grande-Bretagne ne mène pas que le seul jeu soviétique. Elle mise sur la France tout en ne rempant avec Washington qui lui montra nettement sa défiance en abandonnant brutalement « la plaque tournante européenne » anglaise au profit de « la plaque tournante » espagnole. Puis, aux mauvais — voire alarmants — renseignements sur Tito qui a rencué avec Moscou, viennent s'ajouter d'autres préoccupations. Les excès de Mrs Luce à Rome, avec ses trois mille fonctionnaires pour l'Italie, poussent les Italiens vers le communisme par anti-américanisme. L'opinion politique se renverse en France et tend vers un accord avec Moscou. Alors que Londres espère tenir le rôle d'arbitre dans une Europe divisée en zones d'influences américaine et sovié-

tique, le Foreign Office s'aperçoit qu'il risque d'être englobé dans un bloc soviétisé dans lequel il n'aura plus l'influence qu'il en avait lorsqu'il était seul à pincer la corde de la balalaïka.

M. Anthony Eden ramena de Genève, l'impression que le bloc slavo-chinois est une force qu'il ne faut pas compter dissocier et que M. Chou En Laï n'est pas un quelconque Tchang Kaï Chek. Le voyage en Indoustan du ministre chinois renforce la crainte britannique (les Anglais sont toujours les maîtres des grandes affaires hindoues) de voir les 900 millions d'Asiatiques (Chinois et Hindous) ne plus former qu'une légion avec les 210 millions de Soviétiques. Si une grande partie de l'Europe Occidentale entre dans cette combinaison, la disproportion des forces en présence risque de balayer la Grande-Bretagne où l'inquiétude grandit. Alors, aussitôt, MM. Churchill et Eden se sont rendus auprès du Président Eisenhower, pour s'assurer, comme le dit la presse, « qu'aucun différend sérieux ne sépare les U.S.A. de la Grande-Bretagne ».

Si l'Angleterre est instable au point de tenir les rôles de fofolle et d'apprenti-sorcier, l'U.R.S.S., elle, sait ce qu'elle veut et ne modifie en rien sa ligne de conduite. Elle utilise au mieux les cartes qui se présentent pour arranger la partie sans provoquer pour cela un retournement de sa diplomatie. C'est sa force d'avoir une politique définie, arrêtée, et de la poursuivre quoi qu'il arrive. Les spéculations britanniques ont permis à l'U.R.S.S. de renforcer considérablement ses positions diplomatiques et stratégiques en Eurasie. Aujourd'hui, le Grande-Bretagne tire la sonnette d'alarme à Washington ; il eut été préférable qu'elle ne provoquât pas l'accident, un accident qui peut devenir une catastrophe malgré les consignes impératives de Londres à la S.F.I.O. de retourner l'opinion de ses adhérents pour les inciter à se prononcer en faveur de la C.E.D. alors que le parti y était hostile, il y a seulement quelques mois. A la suite du torpillage de la position française à Genève par M. Churchill, M. Georges Bidault a déclaré : « *Et dire que nous avons condamné à mort Henri Béraud qui voulait réduire l'Angleterre en esclavage !* » Comme quoi, il y a ceux qui ont raison et ceux qui ont tort, c'est-à-dire ceux qui connaissent l'Histoire et ceux qui prétendent réformer la tradition.

ACTUM.

# Nouvelles européennes

## Nouvelles politiques

### Arrestation et libération de Maurice Bardèche

Ainsi que nos fidèles lecteurs purent l'apprendre dans leur « *quotidien habituel* », notre Directeur Maurice Bardèche a été arrêté le 1<sup>er</sup> juillet dernier à 6 heures du matin et aussitôt incarcéré en vue de purger la peine d'un an de prison que lui valut son courageux livre : « *Nuremberg ou la Terre Promise* ».

Seul à s'élever contre l'imposture de Nuremberg dans un pays encore totalement plongé dans l'euphorie de la « *victoire* » et des accords de Yalta et de Postdam, Maurice Bardèche se vit inculper en 1949 d'apologie du crime de meurtre. Laisse d'abord en liberté provisoire, il fut subitement arrêté et accomplit plusieurs mois de détention préventive. Comparaisant en février 1950 devant le tribunal correctionnel, un verdict d'acquiescement fut rendu en sa faveur. C'est alors, que contrairement aux usages en la matière, le procureur général fit appel à minima. La Cour d'Appel condamna le 11 mai 1952, Maurice Bardèche à 1 an de prison et 50.000 francs d'amende.

Au printemps 1954, la Cour de Cassation rejeta le pourvoi qu'il avait formé, confirmant ainsi la peine d'un an de prison prononcée par la Cour d'Appel, mais déclarant les parties civiles viles irrecevables, c'est-à-dire les Anciens Combattants israélites et le Comité d'Action de la Résistance.

Le Président Coty, usant du droit de grâce que lui confère la Constitution et malgré les pressions dont il ne pouvait manquer d'être l'objet à cet égard a fait bénéficier Maurice Bardèche d'une mesure de grâce.

## Une réunion de la Commission d'Etudes du M. S. E.

La Commission d'Etudes du Mouvement Social Européen a tenu récemment une réunion de travail à Rome.

Cette réunion, particulièrement importante, a pris les décisions techniques relatives au Congrès du Mouvement Social Européen qui aura lieu à Rome les 30 octobre et 1<sup>er</sup> novembre prochains. Trois commissions traiteront des questions d'organisation, de politique sociale et du problème de la défense de l'Europe. Une réunion publique sera organisée à l'occasion du Congrès pour l'exposé des solutions européennes proposées par le Mouvement Social Européen.

Lors de la réunion de Rome, la Commission d'Etudes a approuvé à l'unanimité sur le problème de la C.E.D. le texte suivant proposé comme base aux travaux du congrès :

*« Les conditions essentielles d'une défense de l'Europe contre les menaces provenant de l'extérieur sont la reconstitution d'une volonté de résistance ayant ses racines dans la foi en l'avenir et la confiance en soi ainsi qu'une collaboration fondée sur l'égalité des droits et la liberté de chaque nation. Ces conditions ne sont pas*

*remplies par la formule actuelle de la C.E.D. Le M.S.E. se prononce, en conséquence, pour la solution suivante du problème de la défense européenne :*

*« Création d'une communauté politique et militaire européenne comme puissance indépendante entre l'Est et l'Ouest. Chaque nation européenne a le devoir de mettre sur pied sa propre armée. Toutes les ressources humaines et matérielles dont chaque nation dispose doivent participer à cette œuvre commune. L'ensemble des forces armées européennes doit être placé sous les ordres d'un Commandement Suprême commun. Les moyens nécessaires à la constitution et à l'entretien d'une armée européenne seront mis à la disposition de ce commandement par les différentes nations.*

*Le Haut Commandement européen a le droit de venir en aide aux nations financièrement défavorisées afin d'éviter tout affaiblissement du potentiel européen pouvant résulter de l'inégalité des moyens dont chaque peuple dispose.*

Des unités de volontaires formées d'émigrés d'Europe Orientale résidant à l'Ouest seront placées directement sous les ordres du Haut Commandement Européen.

La Communauté Politique Européenne est souveraine et peut, à ce titre, conclure des alliances avec des puissances extra-européennes en vue d'assurer avec leur coopération la défense du territoire européen. Toutefois, la Communauté Européenne politique et militaire ne doit pas du fait de ces traités se trouver dans la dépendance d'une puissance extra-européenne.

« Les conditions propres à la réalisation de ce plan doivent être conçues de façon à tenir compte de la situation particulière de chacune des nations européennes ».

La Commission d'Etudes a particulièrement remercié le Professeur Massi pour sa contribution très active aux travaux du Mouvement Social Européen ainsi que nos camarades italiens qui ont organisé à Rome la session de la Commission.

Les groupes représentés à la Section Française du M.S.E. recevront directement des informations sur la préparation du Congrès.



## Echos

### QUELQUES CHIFFRES SUR LES ARMEMENTS SOVIETIQUES !

En décembre 1953, la production soviétique d'engins téléguidés (versions améliorées des V2 et V3 allemands) a atteint le chiffre record de 2.000 exemplaires, ce qui porte à environ 58.000 l'ensemble des stocks russes répartis sur 840 bases de lancement.

Ces armes téléguidées conçues d'après les expériences allemandes et par des techniciens allemands peuvent atteindre de leurs rampes de lancement n'importe quel point du globe, donnant ainsi aux Sovjets, la possibilité, dans un délai de deux heures, de rendre radioactifs les trois quarts de la surface terrestre ou de les contaminer par un bombardement bactériologique.

Fin janvier 1954, l'Union Soviétique disposait de plus de 600 sous-marins de cinq types différents, parmi lesquels les trois types les plus perfectionnés de sous-marins allemands. 210 autres se trouvaient à la même époque en chantier. Rappelons qu'à la fin de la guerre, l'Allemagne possédait 400 sous-marins, dont une partie tomba aux mains des Russes ou leur fut livrée.

La production de l'industrie aéronautique soviétique enregistrait en 1953 une augmentation sensible avec la sortie de 32.000 appareils de toutes classes. 90 % d'entre eux étant des appareils militaires : 18.000 chasseurs, 3.600 bombardiers moyens, 2.200 bombardiers à long rayon d'action, le reste consistant en appareils à usages multiples, avions de transport et d'entraînement.

(« *Der Weg* », Buenos-Aires).

### MAC CARTHY ET SES ENNEMIS

Un jeune écrivain catholique américain William Buckley vient de publier un livre sur « *Mac Carthy et ses ennemis* » qui a fait sensation aux Etats-Unis où la grande presse lui a consacré de longs commentaires. C'est ainsi que le « *New-York Times* », porte-parole des libéraux américains lui a consacré une page entière de son supplément littéraire. L'essentiel de ce livre, et c'est là, le fait nouveau qu'il convient de retenir, consiste dans une défense doctrinale du Mac Carthysme. L'importance de ce fait n'a bien entendu pas échappé aux adversaires de Mac Carthy qui prétendaient volontiers que le Mac Carthysme n'était qu'un phénomène politique superficiel, fait essentiellement de réactions passionnelles et qui ne le voient pas maintenant sans inquiétudes se transformer progressivement en un mouvement nationaliste profond, jouissant de l'appui déclaré de quelques-unes des personnalités les plus représentatives du dynamisme catholique américain, telles que le Cardinal Spellmann dont on n'a pas oublié les récentes déclarations sur le sénateur du Wisconsin.

Cela n'empêche pas le R.P. Maydieu, l'un de ces dominicains français dont les tendances théologico-politiques viennent d'être condamnées sans équivoque par le Vatican, d'annoncer dans l'« *Express* » d'Israël et de Servan-Schreiber, la prochaine élimination du sénateur de la scène politique américaine.

## TROIS DANGERS MENACENT L'AFRIQUE.

*Au cours d'un important débat de politique étrangère au Parlement sud-africain, le Dr Malan a défini les trois dangers qui menacent à l'heure actuelle le continent africain :*

### L'O.N.U.

Les Nations-Unies ne cessent d'intervenir à la fois directement et indirectement dans les affaires africaines et ceci tout particulièrement par des déclarations considérant tous les hommes comme égaux et disposant des « *mêmes droits humains* » y compris le droit de vote. La conclusion naturelle de cette attitude est que tous les hommes, aussi inaptes et barbares qu'ils soient, ont l'impression d'être opprimés lorsqu'ils ne possèdent pas ce droit. Ayant de la sorte conclu à leur état d'opprimés, ils décident de combattre pour leur liberté par tous les moyens. Il en résulte une atmosphère de troubles en Afrique. La situation actuelle au Kenya et en Uganda ainsi que les réformes récemment intervenues en Côte de l'Or, en sont les conséquences directes.

### LE COMMUNISME

Le second danger est le communisme. La Russie exerce principalement sa propagande dans les pays arriérés, propagande sur des thèmes identiques à ceux des Nations-Unies : faire naître un sentiment d'oppression au sein des peuples africains. La Russie entretient dans ce but une ambassade en Abyssinie dont le personnel compte une quarantaine de personnes. Nul n'ignore que la propagande soviétique s'infiltré en Afrique à partir de l'Abyssinie et que ce pays reste en étroite relation

avec la Tchécoslovaquie, annexe de la Russie. Le fondateur et chef du Mouvement Mau-Mau, Jomo Kenyatta, fit ses études en Angleterre et séjourna longtemps à Moscou où lui furent inculquées les méthodes de combat actuellement appliquées au Kenya. En d'autres termes, Moscou a pris une part directe dans la préparation et le déclenchement de l'action des Mau-Mau.

### L'INDE

Enfin le troisième danger vient de l'Inde. Le premier ministre indien M. Nehru a les yeux fixés sur l'Afrique. La chose ne fait aucun doute : il veut que le blanc soit expulsé d'Afrique (afin de faciliter la colonisation indienne). Le Dr Malan a déclaré à ce propos : « *J'affirme que Nehru est l'ennemi du blanc* ».

De son côté, le premier indien a récemment affirmé que l'Europe avait trop d'importance dans les affaires mondiales, précisant que l'avenir du monde dépendait de quatre nations : l'Inde, la Chine et la Russie (deux nations communistes) et les Etats-Unis.

### POUR UNE CHARTE PAN-AFRICAINE

Le Dr Malan insista enfin sur la nécessité pour les puissances ayant des intérêts sur le continent africain de coopérer sur des bases plus étendues et d'édifier une **Charte Pan-africaine**. Celle-ci devrait définir certaines positions de principe, notamment : la protection des indigènes d'Afrique contre la pénétration asiatique (importante en Afrique du Sud et au Kenya) et contre la militarisation, les peuples d'Afrique devant être tenus à l'écart des guerres menées par d'autres pays.

Le premier ministre ajouta qu'il ne pensait cependant pas le moment venu pour l'Afrique du Sud de prendre l'initiative d'une telle conférence. La meilleure solution pour l'instant réside dans le développement graduel des diverses formes de coopération entre les nations intéressées.

## L'ENNEMI, C'EST L'ALLEMAND !

En 1954, dans tous les films et manuels militaires à l'usage des jeunes recrues, l'ennemi n'est pas le communiste, mais l'Allemand. Alors, qu'une armée européenne est plus nécessaire que jamais, et que des milliers d'Allemands sont tombés en Indochine contre l'ennemi commun, on continue à le présenter sous l'uniforme allemand.

Cherche-t-on délibérément à saboter toute réconciliation franco-allemande ?

## MENDES II SUCCEDERA-T-IL A MENDES I<sup>er</sup> ?

M. Claude Bourdet en a de bien bonnes ! Traitant avec la gravité agressive qui lui est habituelle, des problèmes marocains dans un récent numéro de *France-Observateur*, il écrit à propos des bruits qui ont couru sur l'éventuelle accession au trône chérifien du fils aîné de Sidi Mohamed ben Youssef pour résoudre le problème dynastique.

« Que diraient les Français, si une puissance étrangère désireuse de signer un traité avec nous proposait de remplacer M. Mendès-France par son jeune fils, au demeurant garçon brillant et plein d'avenir, qui a précisément à peu près l'âge de Moulay Abdallah ? »

En serait-on déjà là ? Une dynastie Mendès-France ? Après Mendès I<sup>er</sup>, Mendès II ? Car enfin, à moins que

M. Bourdet ne soit complètement idiot, ce qui demeure exclu, une telle question comme une telle comparaison n'ont de sens que dans cette perspective.

Mais réflexions faites, M. Claude Bourdet à raison. Oui, que diraient les Français ?

## BLUM-MANDEL-

## MENDES « FRANCE » :

Pour la troisième fois en l'espace de vingt ans, la France a fait appel à un Juif à l'heure du danger, d'abord à un homme de gauche, ensuite à un représentant de la droite et finalement à un leader du centre.

En 1934, l'éventualité d'un régime autoritaire sous la présidence de Doumergue constituait une menace sérieuse, c'est Léon Blum qui, en révélant ces plans, amena la chute du gouvernement et ouvrit la voie au Front Populaire (et à la seconde guerre civile européenne D.O.) stoppant ainsi l'avance du fascisme français.

En 1940, la France était en pleine débâcle, ce fut Georges Mandel dont l'énergie et le courage contribuèrent à sauver au moins l'âme de la France lorsque tout s'écroula, attitude qu'il paya de sa vie dans un camp de concentration allemand (fait inexact, puisqu'il fut exécuté en France).

Maintenant, c'est au tour de Pierre Mendès-France, le plus jeune chef de Gouvernement français. Dans la crise actuelle, il se révéla d'abord comme le critique sévère de Bidault et de la politique étrangère française, tranchant et peu enclin aux compromis. La presse française et anglaise fit allusion à son attitude franchement désagréable dans ses amères critiques.

Amené à faire ses preuves, il obtint pour ses plans, une majorité

encore jamais atteinte. Il a créé une atmosphère nouvelle. C'est plus un chef qu'un politicien.

(*Jewish Observer and Middle East Review*).

Nous ajouterons pour compléter le tableau, ces quelques lignes parues dans « *Life* » : « *L'impression produite par Mendès-France à Paris s'apparente à celle que Roosevelt et le New-Deal provoquèrent à Washington en 1933* ».

#### A PROPOS DU « 20 JUILLET »

Le passage à l'Est d'Otto John, chef des Services de Sécurité de l'Allemagne fédérale, risque fort de porter un coup sérieux à la légende

bâtie autour des « résistants » allemands.

Ayant activement participé au complot du « 20 juillet 1944 » Otto John possédait ainsi de sérieuses références que l'Angleterre ne manqua d'utiliser pour finalement imposer sa nomination à un poste-clé de l'Allemagne occidentale.

On peut rester sceptique devant les propos d'un « résistant » allemand : « *Seul a le droit de lutter contre le communisme celui qui a su se dresser contre le nazisme encore victorieux* ».

C'est oublier un peu vite l'époque glorieuse de Téhéran, Yalta et Postdam, de Roosevelt et de « l'oncle Joe ». Quand cessera-t-on de miser sur « *les anticommunistes de fraîche date* ».

## L'Amérique se débarrassera-t-elle de l'esprit rooseveltien ?

L'un des principaux objectifs de *Défense de l'Occident* est de renseigner ses lecteurs avec objectivité et sérieux sur l'activité déployée hors de nos frontières par des hommes et des mouvements dont notre presse caricature le visage quand elle ne le salit pas.

C'est pourquoi, elle a, à plusieurs reprises déjà, présenté sous son vrai jour qui est celui du combat sans répit contre le communisme ses complices et ses dupes, l'action de Mac Carthy, l'homme qu'avec la familiarité sportive chère à l'Amérique, ses supporters appellent « *Fighting* » Joe.

Ce qui, dès l'abord, nous a paru essentiel dans l'action politique de ce fils d'Irlandais, éloquent et tenace, c'est sa condamnation formelle et sans appel du rooseveltisme.

Chacune des campagnes menées par Mac Carthy, n'est en réalité que l'une des phases de ce procès qu'il a intenté au rooseveltisme et dont il fait juge le peuple américain.

Sans doute est-il malheureusement vrai, que les principaux responsables de cette politique ne sont plus là pour répondre de ses désastreuses conséquences et, c'est en ce sens, mais en ce sens seulement, que le combat de Mac Carthy est un combat non pas contre des sorcières, mais contre des fantômes.

Mais si le rooseveltisme reste le symbole de l'abdication de l'Occident devant le communisme, s'il est encore synonyme

d'hypocrite complicité sous le masque de l'apaisement et de la coexistence pacifique, s'il est une tentation permanente, non seulement pour l'Amérique mais pour tous les pays de l'Alliance occidentale, alors l'ennemi n'est pas un fantôme et ses agents sont toujours là.

Qu'il s'appelle Stevenson, Bevan ou Mendès, l'ennemi s'avance vers les foules, l'olivier de la Paix à la main, la bouche pleine des promesses d'un âge d'or, merveilleux résultat de la fraternité des peuples et du culte d'une démocratie de plus en plus progressiste ; le chemin sur lequel il nous entraîne, nous le connaissons, c'est celui de Prague, l'âge d'or sur lequel il débouche, c'est celui que nous ont décrit Kravchenko, Rounault et quelques autres. C'est à démasquer cet ennemi que s'emploie sans cesse Mac Carthy, c'est à dénoncer les folles erreurs confinant à la trahison pure et simple, de ses agents conscients ou inconscients, qu'il a décidé de consacrer sa carrière politique.

Rude tâche qui ne va pas sans difficultés pour celui qui l'a entreprise et sans faire naître d'inavouables haines, car les ennemis de Mac Carthy sont nombreux, puissants et partout.

Cet homme que « *Le Monde* » s'est complu, sous la plume d'un certain Claude Julien, à présenter comme l'homme de paille de la nouvelle génération de capitalistes née de la guerre a contre lui les plus importantes chaînes de presse américaines à l'exception de la presse Scripps-Howard. Il a contre lui également les plus importants réseaux de radio-télévision tels que la N.B.C. et la C.B.S. Ces réseaux qui ont généreusement diffusé les attaques de Stevenson et d'une façon générale de tous les ennemis de Mac Carthy, ont refusé au sénateur du Wisconsin, l'utilisation de leurs antennes pour répondre à ces attaques.

La vérité est, au contraire, que Mac Carthy a contre lui, le Big Business républicain, qu'il est l'homme des classes moyennes américaines lentement travaillées par les ferments d'un catholicisme jeune et dynamique et d'un nationalisme qui n'a pas encore trouvé son théoricien. A l'issue d'un diner destiné à fêter le 100<sup>e</sup> anniversaire du parti républicain, Mac Carthy, dans un important discours, a, pour répondre aux attaques de Stevenson, dressé en vingt points l'acte d'accusation du parti démocrate.

Ces vingt points a-t-il précisé ne font pas le compte des fautes criminelles commises par Roosevelt et par son pâle successeur ; ils offrent seulement quelques exemples, pris au hasard parmi beaucoup d'autres, d'une politique que le peuple américain a payée de son sang, de ses larmes et de son argent.

Le réquisitoire de Mac Carthy recouvre vingt années parmi les plus décisives de l'histoire du monde et les faits qu'il met en lumière, bien différents les uns des autres, par leur nature et leurs conséquences, sont très significatifs d'une période de la vie politique américaine qui fut dominée par des idéologues, des technocrates juifs et des agents patentés du communisme mondial.

Certains de ces faits sont déjà de l'histoire et ils sont connus de tous. Il en est ainsi, en particulier, des deux faits qui à eux seuls suffiraient à condamner sans rémission le rooseveltisme parce qu'ils sont à l'origine du déséquilibre mondial croissant entre les forces du communisme et celles du « MONDE LIBRE », déséquilibre qui conduit inéluctablement à la 3<sup>e</sup> guerre mondiale.

Le premier fait, c'est Yalta, qui prélude à l'abandon de la moitié de l'Europe au colonialisme soviétique ; le deuxième fait, aux conséquences plus graves encore comme l'ont prouvé les guerres de Corée et d'Indochine, c'est l'abandon de la Chine à Mao-Tsé-Tung. Les responsables ? : Roosevelt conseillé à Yalta par l'agent soviétique Alger Hiss, le général Marshall, militaire sans cervelle facilement influençable manœuvré par l'agent communiste Lauchlin Currie. Les autres faits dénoncés par Mac Carthy sont moins connus, tout au moins dans plusieurs de leurs détails, certains même ne le sont pas du tout et constituent de très intéressantes révélations.

Parmi ces derniers, les uns concernent la guerre de Corée et mettent par conséquent en cause la responsabilité de l'Administration Truman, les autres, au contraire, sont plus anciens et sont très révélateurs de l'inconscience criminelle de l'entourage de Roosevelt.

Mac Carthy révèle d'abord, s'appuyant sur le témoignage direct du général Mac Arthur devant la commission Russell, que, dès l'intervention chinoise en Corée, l'ordre ayant été

donné de bombarder immédiatement les ponts sur le Yalu, un contre-ordre vint de Washington qui ouvrit littéralement la Corée à l'invasion chinoise et renversa le cours de la guerre au profit des communistes.

Invoquant ensuite le témoignage de l'Ambassadeur Bullitt, Mac Carthy expose comment, dès qu'eut éclaté l'agression nord-coréenne, l'ordre fut donné à la 7<sup>e</sup> flotte américaine :

1°) de couler tout navire chinois partant de Formose avec un chargement d'armes destinées à la résistance nationaliste et de n'inquiéter au contraire aucun navire communiste transportant des armes en direction de la Corée.

2°) d'empêcher la marine nationaliste chinoise de couler les navires communistes passant au large de Formose chargés d'armes en provenance de Pologne.

Eisenhower selon Bullitt aurait lui-même déclaré, à cette époque, que cet ordre équivalait à mobiliser la marine américaine au profit de la Chine communiste.

Comme preuve supplémentaire du sabotage de la guerre de Corée par le département d'Etat alors aux mains de Dean Acheson, comme par certains éléments du Pentagone jaloux des lauriers de Mac Arthur, le Sénateur du Wisconsin cite ensuite le cas du Général Lowe, envoyé personnel de Truman en Corée dont tous les rapports furent interceptés et qui déclara nettement à son retour que la guerre de Corée aurait pu être gagnée de façon décisive par l'Amérique si le Général Mac Arthur avait été laissé libre d'agir seul.

Sur cette possibilité de victoire américaine en Corée, le témoignage du Général Van Fleet auquel se réfère Mac Carthy doit être considéré comme capital. Interrogé par le Sénateur Byrd le 10 mars 1953 sur son opinion à cet égard, le Général Van Fleet répondit qu'en juin 1951, les armées communistes étaient à bout de souffle « *completely out of hand or control* », en proie à la panique, mais qu'il reçut l'ordre de ne pas poursuivre l'ennemi pour l'achever ; interrogé également par le Sénateur Byrd sur le point de savoir s'il avait recommandé la poursuite de la guerre, le Général Van Fleet répondit affirmativement et précisa que l'ennemi aurait alors perdu tout



son équipement lourd et environ deux ou trois cent mille prisonniers.

De ce témoignage décisif, Mac Carthy conclut que l'on a empêché à Washington l'armée américaine de gagner la guerre de Corée, ce dont le renvoi de Mac Arthur sur les instances britanniques constituait déjà une preuve certaine et nous en concluons quant à nous que la défaite de l'armée française en Indochine était la conséquence inévitable de la demi-défaite américaine en Corée.

Passons maintenant aux faits plus anciens et, en général, assez mal connus auxquels Mac Carthy fait allusion dans sa mise en accusation du parti démocrate.

Evoquant à deux reprises, le rôle joué au cours de la guerre par Stevenson, le Sénateur du Wisconsin révèle qu'en 1942, Stevenson, en sa qualité d'assistant spécial du département de la marine, ordonnait dans une instruction du 19 mai que l'on autorisât des membres reconnus du parti communiste à travailler en qualité d'opérateurs de radio sur n'importe quel navire de guerre ou de commerce. Chargé, en 1943, de définir les principes et les méthodes de la politique américaine en Italie, Stevenson préconisa la collaboration avec le leader stalinien Togliatti et Mac Carthy précise que selon le Général Bedell Smith, actuel collaborateur de Foster Dulles, il doit être considéré comme le responsable de l'introduction des communistes dans le gouvernement italien.

De cet étrange aveuglement, l'attitude de Dean Acheson offre également des exemples frappants. Mais si l'aberrant libéralisme rooseveltien peut être invoqué à la décharge de Stevenson, il semble, si l'on en croit Mac Carthy que d'ina-  
vouables intérêts aient déterminé la politique de l'ancien secrétaire d'Etat.

Mac Carthy rappelle, en effet, qu'en 1933, lors de la reconnaissance « *de jure* » du régime soviétique qui fut l'un des premiers actes de l'Administration Roosevelt, reconnaissance qui, selon l'agent soviétique Whittaker Chambers, ouvrit les Etats-Unis à l'espionnage communiste, Dean Acheson comme en fait foi un discours prononcé au Sénat le 16 mai 1933, était alors l'avocat du gouvernement soviétique à Washington et qu'il le demeura pendant un certain temps.

Ces rapports d'affaires d'Acheson avec les Soviets durèrent assez longtemps pour lui permettre de jouer un rôle important dans l'octroi par les Etats-Unis d'un prêt de 90 millions de dollars au gouvernement communiste polonais de Lublin, à une époque où la partie n'était pas encore jouée en Pologne entre communistes et anticommunistes. C'est, en effet, le cabinet d'affaires dont Acheson était encore le propriétaire, alors qu'il faisait partie du gouvernement américain, qui représentait les communistes dans les négociations qui aboutirent à l'octroi de ce prêt qui contribua largement à l'anéantissement de la résistance polonaise.

Eclairant d'autre part, les dessous de la politique qui conduisit l'administration démocrate à l'abandon de la Chine nationaliste, Mac Carthy met en lumière le rôle important joué à cet égard par le Juif Lauchlin Currie, assistant exécutif de Roosevelt. Cet homme, identifié, ultérieurement, comme Alger Hiss et Harry Dexter White, comme espion soviétique et qui, dès 1942, travaillait en étroite liaison avec le chef des communistes américains Earl Browder qu'il mit en relation avec les bureaux asiatiques du Département d'Etat, est le signataire de l'ordre par lequel en 1945, la Maison-Blanche interdisait les livraisons de matériel de guerre à la Chine nationaliste.

Cet ordre contredisait formellement ceux que venaient de donner le Général Eisenhower et ses conseillers qui estimaient à juste titre que les vastes quantités d'armes et de munitions tombées aux mains de l'armée américaine après les capitulations allemande et japonaise leur permettaient d'apporter un appui massif à Tchang-Kai-Chek et, par suite, de sauver la Chine et le Sud-Est asiatique de la domination communiste.

Les autres points du réquisitoire de Mac Carthy, ont trait, enfin, à certains aspects de la pénétration communiste dans l'administration américaine et aux complicités qu'elle a trouvée chez les Rooseveltiens. De cette pénétration jusqu'aux plus hauts postes de la hiérarchie, les noms d'Alger Hiss, de Harry Dexter White, de Julius Rosenberg et d'Oppenheimer sont les éclatants symboles. *Défense de l'Occident* a déjà eu l'occasion d'entretenir ses lecteurs des activités de l'intéressant personnage qu'était Harry White et notre collaborateur britannique Hillary Cotter a clairement montré comment Oppen-

heimer et ses amis s'étaient opposés à la fabrication de la bombe à hydrogène. Quant à Alger Hiss, tous nos lecteurs savent qu'on peut le considérer comme le principal artisan des accords de Yalta et qu'il était au centre de l'espionnage soviétique aux Etats-Unis.

Mac Carthy révèle, en outre, que selon le Sénateur Styles Bridges qui s'efforça de s'y opposer, des ordres, émanant de la Maison-Blanche, avaient été donnés pendant la guerre pour détruire tous les dossiers concernant le personnel militaire, lorsque le dossier révélait que le titulaire était communiste.

Des ordres similaires continuèrent à être appliqués sous la présidence de Truman particulièrement en ce qui concerne les fonctionnaires de l'imprimerie nationale qui avaient accès à des informations ultra-secrètes concernant l'armée, la marine, l'aviation, l'énergie atomique et la bombe à hydrogène. Des instructions disposant qu'aucun fonctionnaire ne pouvait être révoqué pour appartenance au parti communiste furent données par Seth Richardson spécialement chargé pourtant par l'Administration Truman de veiller à la loyauté des fonctionnaires Américains.

Tel est donc l'essentiel des charges relevées parmi d'innombrables autres, par Mac Carthy contre le Rooseveltisme et le parti démocrate.

Sans doute Mac Carthy n'en tire-t-il aucune conclusion d'ordre général. S'il affirme sa détermination plus grande que jamais de pourchasser la trahison communiste et de nettoyer l'administration américaine de tous ses complices, s'il dénonce le rooseveltisme sous toutes ses formes et ceci, encore une fois, constitue pour nous l'essentiel, il ne le dénonce encore qu'implicitement sans dégager la doctrine politique cohérente qui manque au jeune nationalisme américain et qui libérera tôt ou tard une vaste partie de l'opinion américaine de la croyance au mythe démocratique.

J. MAYENNE.

# La stratégie américaine devant l'épreuve de force

L'ensemble des perspectives stratégiques évolue, le monde est dynamique, chargé d'énergies qui se condensent autour de nouveaux centres de gravité. ...Les réserves de matières premières et l'accroissement de la population, la technique et l'économie, la géopolitique et la recherche d'espaces à l'échelle mondiale, la politique et la stratégie sont liées plus étroitement que jamais et se trouvent à l'origine de ces déplacements de forces. Celui qui peut être à la fois un stratège et un chef d'armée, un homme d'Etat et un créateur, celui qui s'avère capable de façonner un type humain animé par un sens profond de l'histoire et une vaste conception spirituelle, enfin celui qui possède l'imagination créatrice capable de réaliser ses grands projets au milieu de ces bouleversements, cet homme là sera le maître de notre époque. Existe-t-il à l'Ouest ou à l'Est ?

L'étude critique suivante se donne pour objectif de préciser si les espérances que le « monde libre » a placées dans la défense efficace de son genre de vie par les Etats-Unis sont valables du point de vue stratégique.

L'actuelle politique européenne s'accomplit à l'ombre des lois dictées par la stratégie globale des deux grands impérialismes de la politique mondiale. C'est un fait connu que le Pentagone ne peut surmonter les difficultés qui s'opposent à l'établissement d'un front défensif efficace en Europe. Sans la C.E.D. l'ensemble du système NATO reste un corps sans tête. En revanche, l'Union Soviétique possède encore une marge de manœuvre suffisante (la France, l'Angleterre, l'Italie) pour contre-balancer en Europe les efforts américains en vue de rétablir l'équilibre. Alors que les divisions allemandes, dont le chancelier Adenauer a proposé la création depuis bientôt cinq ans, ne sont pas constituées, le second facteur sur lequel les Américains voulaient miser, le facteur temps, a perdu toute valeur au moins en ce qui concerne l'Europe : Moscou a radicalement modifié sa stratégie. Ses forces armées et son industrie d'armement ont été systématiquement transférées en Asie orientale. Washington n'eut pas la possibilité, en exerçant une pression

à partir de l'Europe, d'empêcher ce déplacement de forces. Même l'envoi en Europe d'artillerie atomique, dont le pentagone attendait un puissant effet psychologique, reçut de la part des Soviétiques cette seule réponse : la mise en place de canons atomiques en Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale !

## ALERTE AU PENTAGONE

On semble être sur la défensive aux Etats-Unis jusque dans les plans élaborés dans le cadre de la stratégie globale ; un état d'esprit alarmiste règne là-bas.

L'annonce faite par Malenkov de la possession par l'Union Soviétique de la bombe H a provoqué un choc sérieux dans la population américaine. La guerre de Corée s'est terminée sans décision ; il n'a pas été possible de la gagner en dépit de tout le « confort » militaire. Un trop grand nombre « d'armes nouvelles » américaines éprouvées en Corée ne répondirent pas aux espoirs mis en elles. Les chars furent un échec — l'ensemble de la production est aujourd'hui stoppé et l'on admet en accord avec le Pentagone que cet échec est imputable à un alliage défectueux nickel-acier. Les canons sans recul n'étaient pas au point et se trouvaient plus souvent dans les ateliers de réparations que sur le champ de bataille. Le MIG se révéla comme un appareil de loin supérieur à ceux de l'aviation américaine. On sait par ailleurs que les Soviétiques devancent l'Amérique non seulement par l'amélioration de leur qualité en matériel aérien, mais encore par le nombre. Les bombardiers rouges à long rayon d'action placent directement les grandes villes et les centres d'armement américains sous la menace atomique. Washington tente bien de minimiser ce danger en déclarant que les escadres du « Strategic Air Command » sous les ordres du Général Curtis Emerson LeMay peuvent atteindre à partir de leurs bases actuelles l'ensemble du territoire soviétique (pour en faire, selon le général LeMay, « un abattoir »). Le chef de l'état-major général de l'aviation américaine, le général Nathan F. Twining, précise de son côté que trois escadrilles de B-47, de chacune 9 appareils, peuvent causer autant de destructions que l'ensemble de l'aviation américaine pendant la seconde guerre mondiale en Allemagne.

Le fait de ne pas savoir s'ils figureront parmi les survivants, n'apporte toutefois qu'une maigre consolation aux citoyens américains.

## BOMBARDIERS CONTRE BOMBARDIERS ?

En décollant de leurs bases en Lybie, les bombardiers américains doivent franchir 3.150 km. pour atteindre Moscou et 5.000 km. jusqu'à Tachkent. Du territoire anglais à Moscou il y a 2.570 km. et en partant de l'Islande 3.700. D'Okinawa à Tachkent 5.400 et jusqu'à Irkout 3.500 km. Les escadres américaines peuvent opérer contre la Russie à partir des bases de Thule (Groënland), du Maroc, d'Espagne ou d'Alaska. Elles possèdent en outre des bases opérationnelles « avancées » pour les chasseurs à réaction d'accompagnement, comme par exemple Fürstenfeldbruck en Bavière, les nouvelles pistes aménagées dans le Palatinat, en France, en Norvège, au

Japon et au Moyen-Orient (Arabie Séoudite). Les flottes aériennes soviétiques auraient à franchir des distances de plus de 6.000 km. du nord sibérien au nord des Etats-Unis en passant au-dessus du Canada. Les distances ne sont guère plus courtes en partant de Mourmansk et en survolant le Groënland, il en est de même du territoire de François-Joseph au nord du continent américain. Des vols aller et retour sans ravitaillement en carburant seraient risqués. Cependant la distance entre la Sibérie orientale et Seattle n'est que de 4.600 km. De toute manière l'aviation rouge peut d'un seul coup rendre tous ces ports américains inutilisables et l'Europe reste absolument couverte à toute attaque ! L'Amérique doit dès maintenant très sérieusement envisager l'action des bombardiers soviétiques. La Russie doit pouvoir atteindre sur le territoire américain des objectifs semblables à ceux que l'aviation américaine peut détruire sur son propre sol.

La flotte de guerre soviétique a acquis aussi une avance certaine et s'avère capable en cas de conflit de menacer les voies de communications maritimes américaines amenant renforts et ravitaillement. Le nombre des sous-marins ultra-modernes (équipés de turbines Walter) est particulièrement alarmant : les estimations oscillent entre 370 et plus de 500 unités. On semble craindre avant tout une action massive contre les points vulnérables des côtes américaines à l'aide d'engins téléguidés lancés à partir de sous-marins.

La puissance terrestre soviétique demeure comme par le passé écrasante. Le chiffre de 175 divisions jusqu'ici fourni par le quartier général NATO est depuis longtemps dépassé. Il atteint aujourd'hui presque le double — sans compter les satellites et la Chine rouge. Parallèlement à leur augmentation numérique, ces divisions ont été regroupées, réorganisées et dotées d'un équipement et d'un armement meilleur et plus moderne. Ajoutons à cela que dans l'armée rouge seulement 12 % de l'ensemble des effectifs appartiennent aux services non-combattants (ravitaillement, transports, auxiliaires, etc...) alors que ce pourcentage atteint 69 % dans l'armée américaine. Le soldat soviétique dispose d'armes peu compliquées sans que pour autant les armes de précision soient négligées. Il est intéressant de comparer le tonnage en matériel et équipement d'une division américaine avec celui d'une division soviétique : l'américaine a un tonnage dix-sept fois plus élevé que la russe, mais cette dernière emmène le double de munitions.

### L'ECHEC DU RADAR

La population américaine s'alarma quand elle fit la triste constatation que le système de protection le plus moderne des Etats-Unis, l'ensemble du réseau radar, avait été livré à la Russie. Les stratèges du Pentagone durent faire aussi des découvertes désagréables. Après six mois de recherches minutieuses et de nombreux exercices (en particulier « Novemberwind ») on constata que des bombardiers B-50 volant à 650 km. avaient été détectés sur les écrans des radars seulement huit minutes avant d'atteindre leurs objectifs. Des B-47 (équipés de six réacteurs et volant entre 950 et 1.000 km. à l'heure, avec un rayon d'action de 5.600 km. et une altitude de 14.000 mètres) ne furent

pas repérés où dans les cas les plus favorables deux minutes et demie avant le largage des bombes. On se trouve ainsi devant cette triste vérité : le bombardier stratosphérique a vaincu le radar (général d'aviation américain Th. White). La D.C.A. reste sans effet à ces altitudes, seuls demeurent utilisables les projectiles anti-aériens téléguidés. Ils sont cependant extraordinairement complexes et coûteux (le projectile de D.C.A. « Nike » se dirige seul sur son objectif, mais son système de direction se compose de 1.500.000 pièces).

## LE DANGER DE L'ARCTIQUE

Le front arctique reste le plus dangereux. On sait que depuis longtemps les forces aériennes américaines, canadiennes et soviétiques cherchent à tater leurs dispositifs au Pôle Nord, on sait aussi que les deux blocs implantent leurs bases toujours plus profondément à l'intérieur des glaces éternelles et que la Russie dispose d'une armée polaire formée de divisions ayant reçu une instruction et un équipement spécial. Ces divisions sont adaptées au climat et semblent peu vulnérables quant aux problèmes soulevés par les renforts. Elles ont accompli des exercices d'endurance de quatre à sept semaines par 50 degrés en dessous de zéro et des marches coupées d'exercices de combat sur une distance de 1.200 km. (de Kutschewalskoje, à l'embouchure de l'Ob, à Mezen, au nord-est d'Archangelsk). Des manœuvres amphibies de l'embouchure du lenissei en direction de la base terrestre et aéro-navale de Tschukotsk dans le détroit de Behring où des opérations terrestres combinées dans la région de Nowaja Semlja, etc... sont la preuve d'une remarquable activité russe aux portes mêmes des Etats-Unis. Activité dont le voisinage est inquiétant.

Moscou a officiellement déclaré « Eaux territoriales » les eaux qui s'étendent de ses côtes européennes et sibériennes jusqu'au Pôle Nord à l'intérieur de son secteur polaire. Les unités de la marine et de l'aviation ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu contre toute intrusion étrangère.

Il y a longtemps qu'Américains et Russes prennent de façon systématique des vues aériennes à l'infra-rouge de l'ensemble du territoire adverse, c'est-à-dire des futurs théâtres d'opération. On cherche également ici à se repérer mutuellement sur les cartes. Les Russes se sentent sûrs d'eux, il en ont fourni la preuve en signalant à plusieurs reprises dans des émissions destinées à la base américaine de Thule que l'éclairage y était défectueux. De part et d'autre des îles de glace ont été aménagées en bases aériennes et servent aux recherches polaires.

Pour la première fois dans l'histoire moderne, on a le sentiment aux Etats-Unis d'être directement menacé. Cela implique la mise sur pied de forces pour la défense même du territoire national. Il s'agit en premier lieu de divisions d'infanterie dont le nombre doit être accru et d'escadres aériennes. Washington s'efforce de retirer des divisions d'active de Corée et d'Europe et de les faire stationner aux Etats-Unis. L'ensemble de la stratégie américaine a été repensé et maintenant commence à proprement parlé sa mise à l'épreuve.

Le Pôle Nord n'est pas seulement le pont idéal pour les bombardiers, mais il se trouve soudain ouvert comme tremplin préparant l'irruption des divisions.

soviétiques en Amérique du Nord. Ce fait à lui seul obligera dans l'avenir les Etats-Unis à consacrer la moitié de leurs forces à la défense de leur propre sol. Comment dans ce cas maintenir l'état fermé autour du bloc oriental ?

### UNE « FORCE D'INTERVENTION INTERNATIONALE » ?

Dans son dernier discours sur « l'état de l'union » Eisenhower déclarait : « Nous devons placer nos réserves stratégiques au centre de notre dispositif et les maintenir prêtes à tout instant afin de pouvoir faire face à une agression soudaine contre notre territoire ou nos alliés. » Trois jours plus tard, le Secrétaire d'Etat à la Défense Wilson donnait cette précision complémentaire : « Le gouvernement des Etats-Unis continue à penser que le continent américain est le lieu de stationnement le plus approprié des nouvelles réserves stratégiques. » Le « Figaro » commentait le « new-look » de Washington en remarquant que l'Amérique désire seulement laisser des forces symboliques dans son système de bases dispersées dans le monde.

Il y aura toutefois peu de changement dans le système de défense mondial des Etats-Unis. Il faudra trouver de nouveaux appuis, se faire de nouveaux alliés, imaginer des systèmes de pactes afin de relier ensemble les bastions qui existent ou combler les brèches. Les Etats-Unis ont plus que jamais besoin de défendre leur flanc, car ni le pacte Atlantique (NATO) ni le pacte du Pacifique (ANZUS) ne suffisent à assurer cette protection. C'est alors que réapparaît l'idée d'une « force d'intervention internationale » dont « Rivarol » s'est fait l'écho. Les experts du Pentagone ont élaboré un système de pactes multilatéraux entre les Etats-Unis et ceux des pays relevant du NATO où le communisme ne s'est pas infiltré, en l'occurrence l'Allemagne occidentale, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Turquie (voyage d'Adenauer), projet dont le Secrétaire d'Etat examine actuellement les chances de réalisation pratique. Selon ce plan, les cinq partenaires s'engageraient à se fournir une assistance mutuelle en augmentant leur potentiel défensif, et en outre « à venir en aide à toutes les autres nations du monde libre qui seraient menacées militairement ou politiquement par le communisme ». Ce qui signifie, dans le cadre de la « stratégie globale », que des troupes d'appoint joueraient le rôle d'une « force d'intervention » anticommuniste internationale tandis que les divisions américaines attendraient sur leur propre sol l'invasion des Russes venant de l'Arctique.

### « LES NON-TIREURS »

Si l'idée d'une guerre « presse-bouton » est passée de mode à Washington, on ne peut encore jusqu'à maintenant se libérer de l'illusion que les bombardiers et le « fatras » technique peuvent enlever la décision en dépit du combattant lui-même. La Corée a révélé à cet égard que 75 % des soldats américains étaient des « non-tireurs » se mettant à l'abri lors des combats et comptant sur leurs camarades ou l'action des armes lourdes. C'est seulement dans la phase finale de la guerre de Corée que le rapport entre les combattants et non-combattants put s'établir en nette amélioration aux alentours de 50 %. Des tests révélèrent qu'après 260 jours en première ligne le soldat américain a besoin d'une longue permission afin de récupérer, selon les mêmes sources



cette limite d'endurance atteint environ 300 jours pour les soldats britanniques et Français, tandis que 400 jours sont attribués aux soldats allemands. Quant aux combattants soviétiques, nord-coréens ou chinois communistes ils ne sont en général pas relevés tant que leur unité n'a pas été totalement mise hors-combat.

## LA DISPOSITION « DES MASSES SOVIÉTIQUES ».

La stratégie soviétique a été complètement révisée. Deux faits sautent aux yeux : la primauté accordée à la Défense (le représentant de la tendance défensive est le Maréchal Wassilewski, aujourd'hui ministre-adjoint de la défense) et le déplacement du centre de gravité vers la Sibérie orientale. La décentralisation de l'armée soviétique a été décidée il y a trois ans. Des groupes d'armées autonomes, possédant leurs propres services d'approvisionnement et de recrutement sont issus de cette nouvelle organisation. Selon les informations les plus récentes il existe huit groupes d'armées qui se répartissent de la manière suivante :

Nord (Q. G. Leningrad), Ouest (Minsk), Sud (Odessa), Caucase (Tiflis), Turkestan (Taschkent), Extrême-Orient (Vladivostok) et le groupe d'armées central dans le triangle Toula-Saratov-Ufa (Riansk au sud-est de Toula). Le groupe d'armée de Sibérie du Nord a été détaché du groupe d'armée de Vladivostok, placé sous le commandement de l'ancien chef de l'Etat-Major général, le général Schtemenko, et dont les Q.G. se trouvent à Anadyr et Madagan, de telle sorte que Vladivostok fait partie du théâtre opérationnel du Pacifique tandis qu'Anadyr (Madagan) doit opérer en direction de l'Alaska. Le groupe d'armées central est l'œuvre de Schukov, ses objectifs sont à la fois défensifs et offensifs. C'est une véritable armée de choc, très puissante par le nombre et disposant des unités motorisées et blindées les plus modernes auxquelles il convient d'ajouter les meilleures ex-divisions du M.V.D. (unités de police d'élite qui furent versées dans l'Armée rouge et souvent désignées sous le vocable de « divisions rapides »). Le maréchal Schukov, considéré comme le représentant de la doctrine offensive, est également ministre-adjoint de la Défense aux côtés de Wassilewski.

Le centre de gravité des forces terrestres et aériennes soviétiques s'est déplacé vers l'est, pour être plus précis vers la Sibérie orientale. A l'ouest stationnent maintenant environ 21 % des divisions et seulement 8 % de l'aviation (en comptant les groupes nord, ouest, sud et du Caucase), au Turkestan se trouvent 9 % des divisions et 11 % des forces aériennes, en Sibérie occidentale 4 % des divisions et 2 % de l'aviation tandis que le groupe d'armées central dispose de plus de 19 % des divisions et de 15 % du potentiel aérien. En revanche 23 % des divisions se trouvent en Sibérie du sud-est ainsi que 29 % de l'aviation, en Sibérie du nord-est 24 % des forces terrestres et 25 % de l'aviation (selon Mahnke-Wolff 1954 « La paix a une chance »).

## L'HEURE DE L'EUROPE

Tandis qu'il flotte sur l'Europe centrale et qu'il se rapproche dans le sud-est asiatique des rizières et des régions productrices d'étain et de caoutchouc, le drapeau rouge a été hissé à Lhasa sur le toit du monde, il s'avance maintenant à travers les glaces éternelles vers le continent nord-américain. Un coup d'œil sur la carte suffit à nous convaincre que le « ventre mou » de la Russie n'est pas aussi menacé par le système défensif américain dans le secteur sud (océan Indien et Asie du sud-est) — au reste assez relâché — que le « ventre froid » de l'Amérique dans l'Arctique.

L'Asie du sud-est est incontestablement devenue le centre de gravité russe, la concentration des divisions rouges et les « foyers » communistes en Corée, en Indochine et en Malaisie en fournissent la preuve évidente. Que l'embrasement communiste vienne à gagner la très labile Indonésie, il sera alors très difficile pour les Etats-Unis — en dépit du Pakistan — d'arrêter ce cataclysme politique aussi longtemps que subsistera le danger permanent de l'Arctique. On sera peut-être contraint un jour de raccourcir les fronts et de neutraliser des territoires labiles en vue de pouvoir tenir au moins le cœur du dispositif (hypothèse envisagée par Washington). Si Moscou devait opérer de son côté un décrochage à partir d'un front devenu « inutile » l'Europe devrait alors négocier : ce serait sa grande chance !

## LE DANGER ATOMIQUE !

En attendant il ne faut pas perdre de vue les réalités : Moscou a fait savoir au début 1954 que Magadan n'était pas seulement devenue la capitale d'une « région militaire autonome » mais aussi le siège du commandement des unités spéciales chargées de la conduite de la guerre atomique sous les ordres du général de brigade Pjotr Kapitza, un des plus éminents chercheurs atomiques de Moscou et spécialiste des radiations. Les « champs d'expériences » atomiques jusqu'ici installés dans les steppes bordant la Caspienne ont été abandonnés et transférés dans l'île de Wrangel au nord-est de la Sibérie ainsi que sur une bande côtière avoisinante. Voici la réplique de Washington : maintenir en état d'alerte les bombardiers atomiques à partir des bases de Seattle et du Japon afin de neutraliser Magadan et l'île de Wrangel. On espère de la sorte préserver l'Amérique du Nord d'une guerre-éclair atomique rouge.

Le chef de l'état-major général de l'aviation américaine, le général Twining, s'est élevé contre cet espoir ; il estime que de 20 à 30 % des appareils ennemis pourraient atteindre le territoire américain. Ce qui serait une catastrophe en raison de la vulnérabilité atomique des Etats-Unis triple de celle de la Russie.

## MYSTERES METEOROLOGIQUES

Les stratèges du Kremlin ont à maintes reprises affirmé qu'ils considéraient l'Union soviétique comme « une forteresse assiégée » et leurs conceptions s'ins-

pirent de cette situation. Ils ont sans aucun doute marqué quelques points en la matière : ils disposent, à côté des actuelles unités d'élite dotées des meilleurs équipements et armements et possédant un moral élevé, de 60 à 80 divisions formées dans les pays satellites d'Europe orientale qui leur servent de pions sur l'échiquier européen. Il faut y ajouter les armées de la Chine rouge qui sont intervenues en Corée où elles ont conquis sur l'homme blanc leur orgueil militaire. Il convient néanmoins de mentionner, au moins brièvement, quelques faits encore très mystérieux. Le passage est-ouest le long des eaux arctiques a été rendu praticable toute l'année. On a fait des observations fantastiques dans la mer de Kara, à partir des ports d'Igarka, de Chatanga et de Bulun, sur les moyens employés pour rendre praticable la mer de glace. C'est un fait acquis que de faux bulletins météorologiques ont été indubitablement répandus par les soviets. Le général Twining a déclaré que les bulletins météorologiques soviétiques depuis Wiasmar jusqu'à Canton donnent une image entièrement fautive du temps. Souvent les bulletins d'Irkoutsk sont exacts et ceux de Nankin faux et vice-versa. Ce système est établi de façon si diabolique que même les météorologistes les plus expérimentés sont amenés à de fausses conclusions. Les stratèges de l'aviation américaine admettent aujourd'hui que depuis douze ans ils n'ont obtenu aucun renseignement météorologique valable concernant les territoires arctiques soviétiques.

#### CONDITION DES VOLS POLAIRES

Grâce à la mise en œuvre de puissants moyens, les Soviétiques ont créé un système de canaux intérieurs à haut rendement. Ainsi que les administrations portuaires de Leningrad, Mourmansk et de Stalingrad le firent connaître simultanément fin 1953 l'ensemble de la navigation sur les canaux reste ouvert toute l'année entre la Baltique, la mer Blanche et la mer Noire grâce aux brise-glace et aux « autres moyens ». On connaît par ailleurs des tentatives soviétiques en vue de faire prendre artificiellement des ports par les glaces.

#### « LA GUERRE-ECLAIR ATOMIQUE EST POSSIBLE »

Les Russes se sont révélés comme les maîtres des opérations stratégiques sur de grands espaces avec des troupes massives. Leur stratégie actuelle n'en est pas moins conséquente et à longue échéance. Son action est complétée par une diplomatie fluide et une conception politique déterminée par les objectifs à atteindre.

Que leur oppose la stratégie des Etats-Unis ? Elle a sous les yeux la menace qui pèse sur son propre continent dont la vulnérabilité est supérieure à celle de la grande masse terrestre soviétique. Une attaque rouge par l'Arctique et parallèlement un « bombardement-éclair atomique » ne se repoussent pas d'une chiquenaude. Lorsque l'on saura d'autre part qu'un délai d'environ 72 heures est nécessaire pour la préparation des bombes atomiques, on s'aperçoit que les Etats-Unis pourraient seulement riposter à un « Pearl-Harbour atomique » au bout de trois jours. Quelles auraient été entre-temps les destructions ?

Même le général LeMay, stratège des bombardements atomiques, pense que selon toute vraisemblance on ne pourrait parer à une attaque atomique contre les Etats-Unis. Il faut accepter cette éventualité avec la certitude des représailles. Si on en arrivait là, l'actuel « new-look » stratégique des Etats-Unis se trouverait également devant une épreuve de force. Leur potentiel industriel ayant été atteint, les Etats-Unis seraient-ils en mesure d'assurer les livraisons d'armes à leurs alliés dans la proportion prévue de 100 % pour l'artillerie lourde, 100 % du matériel blindé, 100 % des bombardiers, 88 % des chasseurs et 90 % de l'équipement radar ? Que se passerait-il sur les nombreux fronts si la guerre était directement portée sur le territoire nord-américain ?

Moscou a déjà formé son centre de gravité, Washington n'en a pas encore. La politique étrangère soviétique a protégé les « fronts militaires secondaires » par des offres de neutralité du nord au sud-est de l'Europe. En revanche Washington doit soutenir militairement quarante nations ! Il existe déjà une très grande pénurie d'armes. Les 20 divisions américaines actuellement mises sur pied et les 127 escadres aériennes pourront être ravitaillées même en cas de pénurie, mais tout le reste demeure incertain !

#### LE FACTEUR HUMAIN RESTE DETERMINANT

Les stratèges du Pentagone doivent aujourd'hui prendre des décisions vitales ; leurs forces de combat doivent être protégées contre tout danger de crise par la présence d'hommes décidés, de soldats qui savent pourquoi ils doivent combattre et dont la lutte est soutenue par un idéal capable de faire endurer les épreuves les plus rudes sans murmures. Cette évolution se déroule peut-être sous la menace directe qui pèse sur le territoire américain. Le combattant apportera toujours la décision même si la dégénérescence stratégique et technique de la seconde guerre mondiale a en apparence provoqué la victoire du matériel et de la machine sur l'homme.

Il faut, même à notre époque, revenir à Clausewitz et à sa doctrine « de la guerre ». La volonté opiniâtre emportera la victoire si elle dispose de l'armement technique indispensable — aujourd'hui entre les mains des deux adversaires — mais la volonté est le fait des hommes et non des machines !

Robert KESSLER.

## Agonie de la paysannerie française

# Plus de 6 millions d'hectares de terres cultivables abandonnées

*La superficie agricole française est retombée  
au niveau d'il y a 300 ans*

Par Pierre FONTAINE.

Certains malaises sociaux éclatent brusquement comme la grève des services publics. Les 41° de fièvre atteints, la situation redevient normale. Perte ou manque à gagner pour tous, mais la vie continue.

D'autres malades restent stationnaires à 40° ; ils traînent leur abcès, la vie ne se poursuit qu'au ralenti, languissante, sur un chemin qui mène aux lendemains incertains et peut-être au désert. Le malade agricole français est de ceux-là.

C'est une enquête officielle qui nous apprend que près de 6 millions d'hectares de terres jadis prospères sont abandonnées aujourd'hui ; que les surfaces emblavées de la France ont rétrogradé au niveau d'il y a 300 ans quand le pays comptait une vingtaine de millions d'habitants. Le record des terres abandonnées appartient aux Basses-Alpes avec 36 % ; 28 % dans le Lot ; 27 % dans les Pyrénées-Orientales, etc... En tout, 5.898.000 hectares de terres qui faisaient jadis, vivre des familles et harmonisaient la répartition démographique. *La population française s'accroît et les campagnes se vident à une cadence accélérée.* Les maisons rurales abandonnées s'écroulent et il y a crise du logement en ville

## L'AMENUISEMENT DE LA FORTUNE FRANÇAISE

Une des conséquences de l'exode rural se résume en trois dates et trois nombres : en 1914, la fortune privée de la France se chiffrait à 300 milliards de francs or ; en 1938, cette valeur était de 131 milliards or ; aujourd'hui, elle n'est plus que de 100 milliards or ; soit un recul à la valeur du début du dix-neuvième siècle.

Sans les apports importants de main-d'œuvre, polonaise, belge, italienne et espagnole pour l'essentiel, la France qui fut le premier pays polyculteur du monde ne pourrait plus se nourrir avec sa seule main-d'œuvre agricole nationale.

Ces faits, plus que les mœurs parlementaires, expriment le degré de régression d'un pays. La terre a une valeur lorsqu'elle est cultivée. En friche, elle vaut zéro. Pourtant, aucun attentat humain — jusqu'à présent — ne put détruire la terre. Sous n'importe quel régime, la terre, et elle seule, permet de vivre, même lorsque tout va mal. Après les douloureuses épreuves, c'est encore l'agriculture qui facilite le relèvement national. Les industries, les usines ne révèlent qu'une valeur non « pérennitaire » puisqu'elles peuvent être réduites en cendres et au chômage ; elles ne sont que richesses relatives. L'accentuation du dépeuplement rural au profit des cités équivaut à l'abandon de richesses qui ne peuvent pas mourir en faveur de richesses instables.

L'abandon de la terre constitue le problème numéro 1 de la France. Pour différentes raisons, on n'ose pas aborder ses causes principales de front. Serait-ce dans la crainte d'y déceler d'étranges carences ? Lorsque les ruraux transplantés feront la queue devant les bureaux de chômage des villes, les gouvernants seront obligés d'envisager une politique réaliste de retour à la terre. Il sera trop tard. Le paysan ne voudra plus redevenir un citoyen de deuxième zone.

Le paysan aura goûté la quiétude du salaire fixe ; il refusera de se lancer à nouveau dans l'aventure qui consiste à faire l'avance de son travail sans savoir si le temps lui permettra d'en recueillir les fruits ; quand bien même il recueillerait ces fruits, il ne sait pas s'il vendra à perte ses produits périssables, parce que personne ne tient compte de son prix de revient. Le paysan ne veut plus de cette incertitude, surtout à une époque où ses compatriotes se ruent vers le fonctionnariat et les retraites, c'est-à-dire vers le présent et l'avenir assurés quels que fussent le temps et les fluctuations économiques.

## QUELQUES JALONS

Mon père est né dans l'Aubois et son village natal comptait 1.216 habitants. Aujourd'hui, le village à moitié en ruines n'abrite plus que 434 habitants dont la plupart sont de petits retraités venus là à cause du bon marché des demeures qu'ils peuvent retaper sans gros frais.

Mon oncle est né dans un bourg charentais de huit « feux ». Les maisons à demi-écroulées ne donnent plus asile qu'à deux foyers.

Chez un camarade de la Beauce, une équipe saisonnière de 37 personnes compte 21 étrangers (Polonais, Italiens, Allemands).

Dans le village girondin où j'écris ces lignes, quatre jeunes gens de vieilles familles paysannes du cru fixées là depuis toujours, partirent cette année vers les usines citadines. Des bras d'agriculteurs ou de vigneron peuvent toujours se muer en bras de manœuvres.

Les grandes administrations publiques regorgent de demandes d'emplois. Rien que plus d'un demi-million pour les P.T.T.

## QUAND LA TERRE NE PAIE PLUS

Les diagnostics officiels de la désertion de la terre française sont les mêmes depuis trente ans : défaut de remembrement, manque de modernisation, vieillissement de la main-d'œuvre.

Diagnostics de théoriciens voulant ignorer systématiquement la condition matérielle du paysan français. *On ne quitte que l'emploi qui ne permet plus de vivre.* Tous les autres arguments ne sont que des mauvais prétextes. Dans neuf cas sur dix, la misère ou la gêne permanente sont la cause majeure de l'exode rural.

L'agriculture française n'ayant jamais eu de politique générale à longue échéance (sauf la politique à but électoral), le dépeuplement massif des campagnes est un aboutissement normal. Le chemin fut indiqué pourtant il y a une vingtaine d'années. La céréaliculture française fut sauvée par le décret Tardieu fixant le cours du blé à un prix à l'abri des spéculations. Le cultivateur sut qu'il pouvait entreprendre un travail pour lequel une garantie minimum d'achat lui était assurée en dehors des manœuvres du fameux gang des blés exotiques d'alors. Cette mesure permit à la France de continuer à produire son blé de consommation. Le blé et le tabac sont les

seules cultures qui garantissent la rémunération du travail agricole.

La question du vin est une sombre histoire d'intermédiaires divers. Le vignoble français couvre 1.600.000 hectares (le quart du vignoble mondial) ; 1.680.000 familles cultivent la vigne et environ 7.500.000 Français vivent de la vigne, du vin et des activités diverses qu'ils engendrent.

Un député s'est écrié : « Si la vigne ne nourrit plus les vignerons qu'ils cultivent autre chose ! » Il ignorait sans doute que certaines terres ne sont propres qu'à la vigne et que la plantation d'un hectare de vigne coûte 400.000 francs pour ne commencer à rapporter qu'après trois ans de soins assidus. Quand la vigne disparaîtra dans certaines régions, rien ne sera planté à la place, témoins la Champagne pouilleuse et le Barsequanais en particulier.

La modernisation des moyens de production et le remembrement n'amèneront aucun changement dans l'agriculture ; d'abord, ils furent appliqués — en partie — *puisque l'agriculture française actuelle nourrit 43 millions d'habitants alors qu'elle est revenue aux surfaces emblavées voici 300 ans quand le pays — le plus peuplé d'Europe — comptait une vingtaine de millions d'habitants.*

#### BAISSE A LA PRODUCTION HAUSSE A LA CONSOMMATION

Le malaise est autre part. Les produits agricoles sont devenus les articles d'une spéculation qui s'effectue sur le dos du producteur, le seul ayant des risques dans l'affaire.

Le vin baissa, en deux ans, de 20 à 30 % à la production (avant la hausse du prix-plafond de 25 à 29 francs). Cette baisse se répercutera-t-elle sur les prix de détail ?

En moins d'un an, les veaux enregistrèrent une baisse de 50 à 60 % à la production ! Même question que précédemment.

En 1953, les producteurs vendirent leurs pêches 15 francs le kilo, leurs prunes de 5 à 8 francs le kilo. Le consommateur profita-t-il de ces prix de famine imposés par les intermédiaires ?

On importa des beurres et fromages étrangers alors que le lait de transformation était payé 15 francs le litre aux producteurs français.

Des vins étrangers ne concurrencent-ils pas les vins français sur les propres territoires français ?

Des bûcherons landais ne peuvent écouler leurs bois pour



potaux de mine alors que les charbonnages français font venir leurs potaux de l'étranger. Et il y a crise grave en forêt de Gascogne.

Ne refuse-t-on pas des pommes à couteau aux producteurs français (même à 10 francs le kilo) alors que nous importons des pommes étrangères ?

Il serait trop long de dresser une liste d'errements ou de combinaisons pour indiquer que l'agriculture française fut presque toujours entre de mauvaises mains ou bien fut offerte en holocauste à certains arrangements internationaux... au profit de l'industrie qui devra absorber les campagnards obligés d'émigrer parce que la terre ne paie plus. Cercle vicieux, politique de gribouille qui ruine le patrimoine national.

Il y a vingt ans, un accord commercial franco-espagnol sacrifiait en échange de l'importation par l'Espagne d'automobiles françaises les agrumes algériens aux agrumes espagnols. Trois mois après la conclusion de cet accord, le haut fonctionnaire responsable de sa signature était engagé en qualité de directeur par la firme automobile qui en était la principale bénéficiaire (elle est aujourd'hui nationalisée).

En 1953, un accord commercial franco-argentin prévoit la fourniture de produits industriels à l'Argentine, payables en céréales. Etant donné le cours bas des céréales argentines non grevées des taxes, impôts, A.S. et A.F. comme en France, nous serions curieux de savoir comment sera absorbé ce blé et par qui, puisque la récolte 1953 s'annonce excédentaire.

Le paysan n'ignore plus ces faits — entre beaucoup d'autres — rapportés par des organes locaux agricoles. Il perd confiance dans son avenir, il pousse ses enfants vers d'autres horizons. Il estime que son sacrifice est suffisant.

### « L'Homme du pays »

Nous ne confondons pas les grands propriétaires agricoles et l'ensemble de la paysannerie française. Le rapport agricole à l'hectare étant assez faible, plus le domaine est grand, plus les propriétaires de domaines importants gagnent de l'argent. Ceux-là se débrouillent.

La moyenne et la petite culture groupe plus des deux tiers du paysannat français essentiellement familial et artisanal sur des superficies variant de 5 à 20 hectares. Seul, cet aspect agricole français retient notre attention. En 1953, j'ai revu des misères et de la gêne comme il y a vingt ans.

Qu'est-ce qu'un paysan, c'est-à-dire « l'homme du pays », le

plus beau titre qui puisse parer un Français, encore que certains le teintent d'un sens péjoratif ?

Le paysan est un des derniers hommes de France ayant le culte de l'indépendance individuelle. Cette indépendance individuelle, il la paie de 12, 14 et 16 heures de travail par jour. Malgré cela, il n'est son maître que théoriquement, car il est l'esclave du temps et des éléments.

Si nous nous éloignons des routes de grand et moyen trafic, en Creuse, Morvan, Vendée par exemple, on découvre un état presque primitif, très pauvre, de la paysannerie que bien peu de personnes soupçonnent. Cela n'est pas spécial à la France, mais en ce pays revendicatif il est quand même bon de le signaler.

En Morvan, au milieu de maigres terres à seigle, on trouve encore des « fermes » dont l'unique salle commune est traversée par le bétail pour se rendre à l'étable ; la chaleur animale réchauffe la maison pendant les rudes hivers. Je ne parlerai pas de la promiscuité quand tout le monde couche dans la même pièce, un lit dans chaque angle. Nombreux sont encore les paysans vivant dans un état sous-évolué par ce qu'ils se battent avec une maigre terre pour n'en arracher que des produits dont les prix ne sont pas en harmonie avec leurs besoins minima.

La France, ce n'est pas seulement Paris, Deauville, la Côte d'Azur, Biarritz ou Chamonix, c'est la peine qui ne se donne pas en spectacle, c'est la résignation à un sort de paysans trop âgés pour bifurquer, c'est le grand labeur ingrat de la terre, c'est près de 6 millions d'hectares abandonnés pour fuir un esclavage dont personne ne se préoccupe avec sagacité. Les jeunes n'ont ni la foi, ni le fatalisme des anciens ; ils veulent bien travailler, courbés toute une journée en plein soleil, mais ils voudraient leur paquet de cigarettes quotidien. La terre ne peut pas le leur offrir. Ils partent, ils espèrent que l'usine le leur donnera. Le dimanche, ils ne seront pas obligés de se passer de bal pour rentrer les foins parce que l'orage menace.

« A chacun son travail », dit le citadin devant ce tableau.

« A chacun son tour, répond le paysan. Moi aussi je suis capable de percer des trous dans un billet de métro à longueur de journée. C'est plus sûr que le travail de la terre et moins fatigant ».

Pas de gelées ni de grêle à craindre !

## POUR UNE GARANTIE MINIMUM DES PRIX AGRICOLES

L'ouvrier qui entre à l'usine le matin sait que sa journée de travail lui rapportera tant de francs. L'employé, le fonctionnaire comptent sur une somme fixe en fin de mois, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, qu'il fasse froid ou chaud.

Le paysan entreprend de planter ou de semer en faisant l'avance de son travail pendant trois, six mois ou un an. Il ignore ce que vaudra son travail, combien on consentira à le lui payer au bout de ce laps de temps. Sera-ce l'abondance qui réduira à rien le prix de son travail ? Sera-ce la raréfaction qui ne lui paiera pas ses efforts ? Osons dire, pour la première fois, que *le travail du paysan s'apparente à une aventure qui n'a plus sa place dans le système social actuel.*

Cette incertitude du lendemain l'oblige à éparpiller les risques en pratiquant, quand il le peut, la polyculture. Un peu de céréales, un peu de vigne, un peu de fruits, un peu de légumes, un peu d'élevage lui permettront, à défaut de ventes rémunératrices, de subsister avec sa famille en déboursant le moins possible. Cette culture morcelée, obligatoire le fera vivre mais elle est peu rentable au point de vue rentrée d'argent. Pourtant, il ne peut pas faire autrement.

Le coût de la vie au village est plus élevé que dans les grands centres. Le paysan achetant peu, les commerçants souvent trop nombreux, sont obligés de vendre à forts bénéfices pour boucler leur budget. Entre le village et la sous-préfecture, il n'est pas rare d'enregistrer des différences de 10 à 20 % sur les articles de même marque. Le boucher du village est généralement un sujet de scandale permanent pour des raisons diverses que nous n'avons pas à examiner ici. Le paysan refuse de racheter à l'étal de 5 à 700fr. le kg la viande que, lui, vendit 142 fr. sur pied; il refuse parce que cette marge le scandalise et surtout à cause de moyens insuffisants. N'oublions pas qu'un tiers des paysans supprima le journal lorsque son prix fut porté à 15 fr. Lorsqu'on parla de le mettre à 18 fr., la moitié du restant des lecteurs avait donné l'ordre de le supprimer. Pourtant le journal est la grande attraction du foyer. Le paysan ne peut plus payer... Le règlement des impôts est un véritable drame dans beaucoup de foyers.

C'est parce que j'ai vécu au milieu d'eux, à la même table,

des semaines ici, des mois là, des saisons autre part, que je ne peux plus donner tort aux paysans qui quittent la campagne pour la ville. La paysannerie est devenu la classe sacrifiée de la communauté française. Dans certains autres pays, on s'occupa de lui redonner un éclat. En Allemagne, en particulier, je fus frappé du nombre de maisons neuves — avant la guerre — dans les villages les plus perdus. L'Allemagne aidait les familles nombreuses à ne pas s'évader du village. Lorsque dans un village français on voit une maison neuve, ce n'est pas la demeure d'un paysan, mais celle d'un retraité ou d'un rentier, hâvre d'une fin de vie dans le calme de la terre.

\*  
\*\*

#### LA VIE NON CONFORTABLE.

« Le paysan ne paie pas assez d'impôts ! » clame-t-on. Malgré les promesses faites par le Gouvernement Pinay en matière fiscale en 1952, la campagne eut ses feuilles majorées de près de 50 % par rapport à l'année précédente.

Pourquoi payer autant d'impôts qu'en ville quand la comparaison des commodités ne joue pas en faveur des campagnes ? s'interroge le paysan.

Le facteur ne visite l'habitation rurale qu'une fois par jour ; si un télégramme arrive et que le paysan demeure dans un bourg un peu éloigné, il devra payer cent ou deux cents francs de course.

On demande une centaine de mille francs au « rural » désireux de faire installer le téléphone sous prétexte qu'il est à quelques kilomètres du bureau de poste ? C'est ce qu'on appelle « vaincre l'isolement du cultivateur ! ». Dans la plupart des cas, il n'a pas l'eau courante, pas de fontaine ; il tire les lourds seaux d'eau au puits, pour lui, pour les bêtes, pour le jardin s'il n'a pas aménagé de citerne (une bête boit environ 100 litres d'eau par jour).

Souvent pas de pharmacien ou de médecin au village. Celui-ci se fait payer au déplacement kilométrique en plus de la visite qui revient parfois à mille, douze cent francs...

Les routes françaises sont belles, mais les chemins ruraux sont défoncés, impraticables en hiver et pourtant il est nécessaire d'y passer pour aller aux champs. L'électricité rurale vacille souvent, le réseau est tellement vieux !

En 1936, la grêle ravagea les vignobles à 100 % quinze jours avant la récolte. Le paysan devrait s'assurer, bien sûr ! Mais il ne fait que ça de payer des assurances : incendie, accidents, accidents aux tiers quand il a des bêtes, assurance du cheval, mortalité du bétail, etc... L'assurance grêle coûte en moyenne 5 % de la somme garantie. Trop cher ! Le paysan prend le risque pour lui.

Les 5.898.000 hectares de terres prospères abandonnées se justifient, hélas ! Mais les impôts excessifs se justifient moins.

\*  
\*\*

### *QUAND LES ELEMENTS ET LES HOMMES CONJUGUENT LEURS MEFAITS.*

Le paysan a des ennemis partout : la grêle, la gelée, la sécheresse, les inondations, les pluies abondantes, les invasions de parasites qui abîmeront les fruits, le doryphore, les courtilières, les taupes, sans compter vingt autres maladies qu'il faut combattre avec des produits chimiques au coût élevé. Le paysan est sur un éternel qui-vive.

Sur le plan humain, la cohorte des intermédiaires : le ramasseur, le courtier, le négociant, le mandataire, le revendeur. Si chacun se contentait de sa part ! Mais le premier estime que les 10 % légaux sont insuffisants pour un produit qu'il ne fait que transporter. Il cherche à accrocher un 20 ou 25 % au départ sur lequel viennent se greffer les autres commissions.

\*  
\*\*

### *ENFIN L'ETAT S'EN MELE.*

La responsabilité de l'Etat dans le malaise agricole n'est pas terminée.

L'électorat bourra les administrations de postes subalternes pour se ménager les voix familiales dans la circonscription rurale.

Pour se procurer des ressources plus permanentes, des

gouvernements pensèrent qu'il valait mieux faire peser les charges fiscales sur les produits de consommation indispensables aux contribuables. En 1938, les produits de consommation, dont l'alimentation (sauf le vin et les alcools), fournissaient 17,35 % de l'impôt. En 1952, ils donnèrent 46,45 % (par un curieux revirement, le tabac, les allumettes, le vin et l'alcool inscrits pour 21-48 % de l'impôt en 1938 n'accusèrent plus que 8,84 % en 1952). En surimposant les produits agricoles, l'État en rendit l'accès plus difficile ; il gêne la production en encourageant la sous-consommation.

Les impôts et taxes joints aux trois ou quatre commissions d'intermédiaires, telle est la vérité sur le coût des produits agricoles français, mais on accuse le paysan de produire trop cher !

Que viennent alors faire dans les discussions sérieuses les remembrements « et autres défauts de modernisation » ? Malheureusement pour les théoriciens et pour les paysans, on n'a pas encore inventé la machine à cueillir les fruits et les haricots, pas plus que la machine à couper les raisins ou à sarcler les betteraves. Même si elles étaient inventées, il faudrait que le paysan puisse les acheter.

Si le paysan fauche encore à la main ou « sulfate » à dos, ce n'est pas par plaisir ; il préférerait, lui aussi, alléger sa peine. Simple question de moyens financiers, donc de gains décents, pour acquérir du matériel moderne.

\*  
\*\*

### *L'UNION PAR LES COOPÉRATEURS.*

La création des coopératives partit d'un excellent principe de protection de l'agriculture. Les caves coopératives font leurs preuves pour la qualité de la vinification et la stabilité des cours, de même les silos coopératifs pour les céréales.

On peut regretter que les coopératives n'aient qu'un caractère facultatif car elles évitent l'exploitation de la misère par des courtiers peu scrupuleux. La coopérative n'est pas une banque et ne peut régler ses adhérents qu'au fur et à mesure des ventes qui s'échelonnent parfois sur une année. Les petits producteurs préfèrent conserver leur liberté pour réaliser **plus rapidement** leurs récoltes parce qu'ils ont besoin d'argent pour régler leurs achats annuels effectués à crédit.

Les courtiers connaissent les besoins du paysan ; ils se ruent donc en premier lieu chez les indépendants sans attache avec les coopératives pour traiter comme l'on dit « à la misère ». C'est ainsi qu'au début 1953, je vis enlever des vins à 25 et 30 % au-dessous du prix-plafond officiel. Les courtiers ne s'adressent aux coopératives que lorsqu'ils ne trouvent plus rien chez le producteur isolé.

D'autres coopératives devraient, en principe, rendre des services à l'agriculture, ce sont les coopératives d'approvisionnement. Leur but primitif était de mettre à la disposition des exploitants agricoles les produits et objets nécessaires au travail de la terre et au bétail à des prix en dehors de la marge bénéficiaire du commerce de détail. Il s'agissait déjà, à l'époque de leur création, de donner aux agriculteurs les moyens de produire au plus juste prix.



### *UNE LUTTE QUI FINIT MAL.*

Pour favoriser ces coopératives d'approvisionnements travaillant sans bénéfice, l'Etat les exonéra tout d'abord de certains impôts et de taxes. Petit à petit sous des pressions politico-commerciales, ces avantages fiscaux s'amenuisèrent pour devenir quasi-inexistants. La coopérative d'approvisionnement ne bénéficie plus que de l'exemption de la taxe locale dans certains cas seulement. Sauf le bénéfice net du commerçant de détail, coopératives et commerce privé se trouvent pratiquement sur le même pied. Aujourd'hui, le but recherché pour tuer les coopératives d'approvisionnement est presque atteint. En voici la démonstration par un cas précis.

Un fabricant de bastes à vendange offre sa fabrication à 800 fr. avec facture et 600 fr. sans facture. La coopérative, gérée par des hommes bénévoles responsables, ne peut travailler qu'avec des comptes réguliers, donc avec factures. Elle acheta des bastes à 800 fr. pour les revendre net : 865 fr. avec ses frais généraux.

Un commerçant de la même ville acheta 25 bastes à 800 fr. avec facture et 475 à 600 fr. sans facture. L'astuce est de n'avoir 25 bastes au maximum en magasin. Le commerçant affiche ces articles 825 fr. et descend même, le cas échéant, jusqu'à 750 fr.

La coopérative est battue et son rôle est discrédité par les gens ne comprenant pas que le commerce privé vende moins cher que la coopérative. En réalité, la coopérative joint les deux bouts tandis que le commerce réalise encore 25 ou 30 % de bénéfice.

Environ 50 % du commerce se pratiquant sans facture en province, il ne faut pas s'étonner du déficit de certaines coopératives, obligées de réaliser à moments donnés, ou bien de l'insuffisance de leur rôle. Pour compléter notre pensée, ajoutons que les paysans se moquent des « bouts de papier » et achètent ou vendent sans facture ce qui facilite toutes les combinaisons sur les produits agricoles.

\*  
\*\*

#### LE CENTRE REGULATEUR DES PRIX.

Néanmoins, la coopérative d'approvisionnements agricoles conserve un rôle de régulatrice des prix. Les commerçants de province ont les yeux fixés sur ses tarifs, car ils savent que le paysan n'achète pas à n'importe quel prix et n'hésite pas à faire un kilomètre de plus pour payer 25 fr. moins cher. Si la coopérative n'existait pas avec ses prix minima, la marge bénéficiaire du commerce s'en donnerait à cœur joie. Le rôle de la coopérative d'approvisionnements, encore que faussé, est donc important ; en voici un exemple. Le temps n'ayant pas permis une bonne récolte de fourrage, le bétail reviendra cher à nourrir en 1953-54. Dès septembre, le foin partit à 20 fr. le kg. dans le commerce. Lorsque la coopérative afficha son prix de 16 fr., avec ensemble le commerce descendit même à 15.

Il y a d'autres régions de France où fourrages et litières seront abondants, où les gens mettront le feu dedans pour s'en débarrasser, comme en Charente ! Hélas, on laisse trop organiser la raréfaction dans une région pour ensuite imposer les cours hautement rémunérateurs. A croire que nous sommes revenus au moyen-âge, c'est-à-dire à la quasi-autarcie des provinces dont les unes peinent tandis que les autres claquent d'abondance. Il serait naïf de croire que ce manque d'organisation n'arrange pas beaucoup de monde !

Le système des coopératives est à réviser et peut-être à compléter, à la condition que l'on veuille venir efficacement



en aide aux agriculteurs. Dans ce domaine, une solide construction vaudra mieux que la politique des subventions de l'Etat — aides passagères pas toujours réparties avec équité et impartialité — trop coûteuse aux contribuables pour les résultats obtenus. Tout est possible, ne disons pas que tout pourrait se réaliser avec de la bonne volonté car il faudrait amener à récipiscence les ententes économiques qui veillent jalousement grâce à des appuis intouchables.

\*  
\*\*

### UN CARTEL TROP CHER.

En France, une dizaine de firmes sont maîtresses absolues de la production des nombreux produits chimiques indispensables à la terre, engrais, produits de protection de la vigne, des arbres, etc... Le sulfate de cuivre qui valait 15 à 16.000 fr. les 100 kg en 1952, baissa aux environs de 10.000 en 1953. Il est encore 50 % trop cher eu égard à son prix réel.

Un directeur de coopérative eut une conversation avec un industriel, propriétaire d'une usine de produits chimiques pour l'agriculture. Voici le résumé de cette conversation :

Les ententes économiques livrent les produits nécessaires à l'agriculture à des prix hors de proportion avec les cours mondiaux. Si bien qu'à un prix de vente bas correspond un prix de revient élevé. Le paysan ne peut pas s'en sortir. On dirait qu'on cherche à le maintenir dans une situation inférieure pour mieux l'utiliser dans les moments opportuns puisque, paraît-il, la facilité paralyse l'idée de sacrifice.

Les coups de Bourse sont fréquents sur les pores, en particulier quand les arrivages de l'étranger ont lieu. En six mois (1952-53) le cheptel bovin subit une baisse de 30 à 40 % spécialement sur les vaches laitières ; des paysans avaient acheté du bétail à crédit ; ils paient maintenant une valeur dont ils ne retrouveront jamais l'équivalent.

Le prix du lait est fixé arbitrairement par des fonctionnaires qui ne tiennent pas compte du prix de revient. Pendant l'hiver 52-53, les bêtes durent rester à l'écurie, nourries au foin et aux betteraves. Le foin monta à 16 et 18 fr. le kg. (une bête n'est pas suralimentée avec 10 kg. de foin par jour) alors qu'il était acheté à 100 km. de là, chez un de mes parents, 3 et 3,60 fr. le kg. Mais le prix du lait reste fixé par

le préfet qui n'a pas la moindre idée de ce que peut manger une vache !

Au début de 1953, un arrêté gouvernemental ne s'occupa pas d'une sécheresse prématurée qui rendit les pommes de terre « mules » et fut la cause d'une mauvaise récolte. Cet arrêté ouvrit un contingent de pommes de terre nouvelles à l'importation pour lutter contre les prix français jugés trop élevés. Les cours français s'effondrèrent. Personne n'éleva la voix.

Imaginons qu'un gouvernement décide d'ouvrir un contingent à l'importation de Volkswagen pour faire baisser le prix des 4 CV Renault inférieures aux voitures allemandes en mécanique et confort pour un prix supérieur ! Immédiatement, grèves à Billancourt, avec extension par solidarité.

Pommes de terre, vins, beurres, fromages, fruits étrangers arrivent alors que les paysans ne vendent pas leurs produits ou les vendent mal ! Aucune importance. La paysannerie n'intéresse personne en France ; mais tous les Français feront les frais de ce désintéressement. Car le paysan ne marche plus, il s'en va dans les villes où il ne trouvera pas de travail, l'indemnité de chômage sera payée par tout le monde.

Logique un peu dure que l'on pouvait éviter mais que l'on ne stoppera plus : 6 millions d'hectares de terre abandonnés.

P.F.

---

Le gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,  
53, rue de la Procession, Paris (15<sup>e</sup>).

Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 1954.